



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 31/12/2018



Sommaire

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018 **P.2**

1-1 Produits des activités	p. 2
1-2 Éléments constitutifs du résultat	p. 5
1-3 Bilan	p. 6
1-4 Faits marquants du semestre	p. 7
1-5 Principales transactions avec les parties liées	p. 12
1-6 Arrêté des comptes semestriels consolidés résumés	p. 12
1-7 Résultats sportifs au 31 décembre 2018	p. 12
1-8 Événements intervenus depuis le 1 ^{er} janvier 2019	p. 13
1-9 Facteurs de risques	p. 13
1-10 Résultats sportifs au 12 février 2019	p. 13
1-11 Perspectives à court et moyen termes	p. 14

COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018 **P.15**

Compte de résultat	p. 21
Bilan	p. 22
Tableau de variation des flux de trésorerie	p. 24
Tableau de variation des capitaux propres	p. 26
Notes annexes	p. 27

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL **P.62**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **P.63**

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

1-1 Produits des activités

Au 1^{er} semestre 2018/2019, les produits des activités s'élèvent à 168,4 M€ (147,6 M€ en N-1), et atteignent un plus haut niveau historique pour la période. Cette performance est notamment le reflet de la participation de l'équipe masculine à la phase de groupe de Champions League (Europa League en N-1), qui génère une hausse globale des revenus de billetterie Europe et de droits TV UEFA d'environ 48 M€.

Les revenus des séminaires et visites, au sein de l'activité Events, connaissent une très forte progression (+68%) en relation avec une activité record au mois d'octobre et l'organisation de salons professionnels de grande ampleur. Alors qu'aucun grand évènement n'a été réalisé sur la période (concert de Céline Dion et match de rugby France/All Blacks en N-1), cinq concerts sont d'ores et déjà programmés sur le 2nd semestre de l'exercice.

Les produits de cessions des contrats joueurs s'établissent à 38,1 M€. L'activité Trading du début de saison a été volontairement réduite en liaison avec la participation du club en Champions League. Au 31 décembre 2017, ils s'élevaient à 64,6 M€, avec notamment le transfert le plus important réalisé à ce jour par le club (Alexandre Lacazette à Arsenal pour 50 M€).

Produits des activités

En M€ (du 1 ^{er} juillet au 31 décembre)	31/12/18 6 mois	31/12/17 6 mois	Var en M€	Var en %
Billetterie	21,2	17,1	+4,2	+24%
<i>dont championnat</i>	<i>15,8</i>	<i>13,4</i>	<i>+2,4</i>	<i>+18%</i>
<i>dont Europe</i>	<i>5,4</i>	<i>3,7</i>	<i>+1,8</i>	<i>+48%</i>
Partenariats-Publicité	15,3	14,0	+1,2	+9%
Droits TV et marketing	82,1	36,9	+45,2	+122%
<i>dont LFP-FFF</i>	<i>24,8</i>	<i>25,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>-4%</i>
<i>dont UEFA</i>	<i>57,4</i>	<i>11,0</i>	<i>+46,3</i>	<i>+420%</i>
Events	3,2	6,1	-2,9	-47%
<i>dont séminaires et visites</i>	<i>3,1</i>	<i>1,9</i>	<i>+1,3</i>	<i>+68%</i>
<i>dont grands évènements</i>	<i>0,1</i>	<i>4,3</i>	<i>-4,2</i>	<i>-98%</i>
Produits de la marque	8,5	8,8	-0,3	-4%
<i>dont produits dérivés</i>	<i>5,6</i>	<i>6,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>-6%</i>
<i>dont produits images et divers</i>	<i>2,9</i>	<i>2,8</i>	<i>0,0</i>	<i>+1%</i>
Produits de cessions des contrats joueurs	38,1	64,6	-26,6	-41%
Total des produits des activités	168,4	147,6	+20,8	+14%

Recettes de billetterie : +24%, +4,2 M€

(S1 18/19: 21,2 M€, S1 17/18 : 17,1 M€)

Les recettes de billetterie s'établissent à 21,2 M€ au 31 décembre 2018, en progression de 4,2 M€, soit 24%, par rapport au 31 décembre 2017 (17,1 M€).

Les revenus de billetterie du Championnat s'élèvent à 15,8 M€, contre 13,4 M€ au 31 décembre 2017. Cette augmentation (+2,4 M€, soit +18%) est à mettre en relation avec l'affluence moyenne en Ligue 1 qui connaît une progression annuelle et récurrente : 40 618 spectateurs au 31 décembre 2016, 42 811 au 31 décembre 2017, 49 564 au 31 décembre 2018 (soit + 6 753 spectateurs vs N-1, + 16%). L'affluence moyenne de l'OL en L1 (49 564) représente plus du double de l'affluence moyenne constatée sur tous les clubs de Ligue 1 sur la même période (22 570 spectateurs). Par ailleurs, cette ligne de produits intègre les revenus de 10 matchs de Ligue 1 disputés au cours du 1^{er} semestre contre 9 en N-1. Le nombre d'abonnés en Ligue 1 est également en hausse et s'élève à 21 019 (19 244 au 31 décembre 2017).

Nonobstant un match à huis clos le 2 octobre 2018 contre le Shaktar Donetsk, les recettes de billetterie Europe bénéficient de la participation à la phase de groupe de Champions League au cours du 1^{er} semestre de l'exercice (phase de groupe d'Europa League au 1^{er} semestre N-1), avec notamment la rencontre contre Manchester City. Elles s'élèvent à 5,4 M€ au 31 décembre 2018 contre 3,7 M€ au 31 décembre 2017, soit une progression de 1,8 M€, +48%.

Toutes compétitions confondues, le revenu moyen Matchday comprenant les revenus de billetterie Grand public et VIP (y compris prestations), les revenus de merchandising jour de match, commission catering, et parkings, bénéficie également de l'impact du différentiel de compétition européenne disputée et s'établit à 2,1 M€ sur le 1^{er} semestre 2018/2019 (1,6 M€ sur le 1^{er} semestre 2017/2018). La marge brute générée est de 54% (50% sur le S1 2017/2018). Ramené au spectateur, le revenu moyen Matchday toutes compétitions confondues s'élève à 41 € sur le semestre (40 € au 31 décembre 2017). Le revenu moyen par siège s'élève quant à lui à 35 € (28 € au 31 décembre 2017).

Produits de partenariats et publicité en progression : +9%, +1,2 M€

(S1 18/19 : 15,3 M€, S1 17/18 : 14,0 M€)

Les produits de partenariats et publicité sont en progression et s'établissent à 15,3 M€ contre 14,0 M€ au 31 décembre 2017. Ils bénéficient notamment du contrat de *naming* avec Groupama Rhône-Alpes Auvergne sur 6 mois (5 mois en N-1 avec une entrée en vigueur au 01/08/17).

Il est à noter qu'en octobre 2018, un protocole d'accord ferme, engageant et irrévocable a été signé avec adidas qui continuera d'être l'équipementier exclusif de toutes les équipes de l'Olympique Lyonnais sur la période 2020-2025.

Droits TV et marketing : +122%, +45,2 M€, en lien avec le différentiel de Coupe d'Europe

(S1 18/19 : 82,1 M€, S1 17/18 : 36,9 M€)

Les droits TV et marketing s'élèvent au total à 82,1 M€ contre 36,9 M€ au 31 décembre 2017, en progression de 45,2 M€, soit 122%.

Au niveau domestique (LFP, FFF), les droits TV s'établissent à 24,8 M€, contre 25,9 M€ au 31 décembre 2017 (-1,1 M€, -4%). Avec un classement provisoire identique à celui de N-1

(3^e place du championnat), ils subissent l'impact défavorable provisoire du nombre de matchs joués (1 match de moins en N, soit -0,8 M€).

Au niveau international (UEFA), le club a participé à la phase de groupe de Champions League lors du 1^{er} semestre, alors qu'il avait disputé la phase de groupe d'Europa League lors de la saison précédente. Les droits TV UEFA sont ainsi fortement impactés par ce différentiel de compétition et atteignent 57,4 M€ au 31 décembre 2018 (11,0 M€ au 31 décembre 2017), soit une augmentation de 46,3 M€ (+420%).

Events, pas de grand événement sur la période : -47%, -2,9 M€

(S1 18/19 : 3,2 M€, S1 17/18 : 6,1 M€)

Les revenus des séminaires et visites connaissent une très forte progression (+68%) avec une activité record au mois d'octobre et l'organisation de salons professionnels de grande ampleur (MDA, Visiativ, Opération GIGN ...). Au total, 216 séminaires se sont déroulés au cours du 1^{er} semestre (195 en N-1) regroupant 20 738 personnes (15 613 en N-1). Les revenus des séminaires et visites s'établissent à 3,1 M€ contre 1,9 M€ au 31 décembre 2017.

Aucun grand événement n'a été réalisé au cours du 1^{er} semestre de l'exercice, alors que le Groupama Stadium avait accueilli notamment un concert de Céline Dion et un match de rugby France/All Blacks en N-1, générant des recettes de 4,3 M€. Cinq concerts sont d'ores et déjà programmés sur le 2nd semestre de l'exercice (Ed Sheeran les 24, 25 et 26 mai, Stars 80 le 1^{er} juin et Phil Collins le 4 juin).

Produits de la marque en léger retrait : -4%, -0,3 M€

(S1 18/19 : 8,5 M€, S1 17/18 : 8,8 M€)

Les produits de la marque s'élèvent à 8,5 M€ contre 8,8 M€ au 31 décembre 2017, en diminution de 0,3 M€, soit 4%.

Les revenus de merchandising sont impactés notamment par les mouvements sociaux de décembre 2018 et s'élèvent à 5,6 M€ (6,0 M€ au 31 décembre 2017), en recul de 0,3 M€, soit -4%.

Produits de cessions de contrats joueurs : 38,1 M€

(S1 18/19 : 38,1 M€, S1 17/18 : 64,6 M€, soit -26,6 M€, -41%)

Les produits de cessions des contrats joueurs s'établissent à 38,1 M€. L'activité Trading du début de saison a été volontairement réduite en liaison avec la participation du club en Champions League. Au 31 décembre 2017, ils s'élevaient à 64,6 M€, avec notamment le transfert le plus important réalisé à ce jour par le club (Alexandre Lacazette à Arsenal pour 50 M€).

L'Academy OL, créatrice de valeur et source de plus-values récurrentes, demeure 1^{ère} au classement des centres de formation en France depuis 6 années consécutives (source Commission Nationale Paritaire de la Convention Collective des Métiers du Football, sur proposition de la DTN, juin 2018). Dans le TOP 4 européen depuis 7 années consécutives, elle occupe la 2^{ème} place du classement CIES Football Observatory d'octobre 2018, derrière le Real Madrid et devant le FC Barcelone.

1-2 Éléments constitutifs du résultat

Compte de résultat consolidé simplifié du 1^{er} semestre

En M€ (du 1er juillet au 31 décembre)	31/12/18 6 mois	31/12/17* 6 mois	var en M€	var en %
Produits des activités	168,4	147,6	+20,8	+14%
Achats consommés	-21,4	-20,5	+0,8	+4%
Charges externes	-17,8	-17,6	+0,2	+1%
Impôts et taxes	-3,4	-2,5	+0,9	+39%
Charges de personnel	-64,8	-59,1	+5,7	+10%
Valeur résiduelle contrats joueurs	-7,2	-6,7	+0,5	+7%
Excédent brut d'exploitation	53,9	41,2	+12,7	+31%
Dot aux amortissements & provisions nettes	-25,7	-21,6	+4,2	+19%
Autres produits & charges opérationnels courants	-1,9	-3,9	-2,0	-51%
Résultat opérationnel	26,3	15,8	+10,5	+67%
Résultat financier	-7,1	-6,9	-0,2	-3%
Résultat avant impôt	19,2	8,9	+10,3	+116%
Charge d'impôt	-4,1	-3,0	-1,1	-38%
Quote-part de résultat net des entreprises associées	-0,1	-0,1	0,0	+7%
Résultat net de l'exercice	15,0	5,8	+9,2	+158%
Résultat revenant aux actionnaires de la société	14,8	5,8	+9,0	+155%
Résultat revenant aux actionnaires minoritaires	0,1	0,0	+0,1	

* Les données au 31/12/17 ont été retraitées selon la norme IFRS 9, qui impacte la ligne Résultat financier de -0,5 M€ (-6,3 M€ publié).

Fort d'un modèle économique qui a délivré une croissance soutenue et récurrente de l'activité et des résultats au cours des trois derniers exercices, le Groupe affiche à nouveau, au 1er semestre 2018/2019, des performances financières en forte progression. L'excédent brut d'exploitation semestriel atteint un niveau record, bénéficiant notamment de la participation du club à la phase de groupe de Champions League (phase de groupe d'Europa League en N-1).

Excédent Brut d'Exploitation semestriel record : 53,9 M€, +31% vs N-1 et 32% du CA
(S1 18/19 : 53,9 M€, S1 17/18 : 41,2 M€, soit +12,7 M€, +31%)

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 53,9 M€, niveau le plus élevé enregistré à date par le Groupe pour un 1er semestre, bénéficiant de la croissance soutenue de l'activité. Il représente 32% du total des produits des activités (28% en N-1).

Nonobstant la forte croissance de l'activité, les achats et charges externes ont été bien maîtrisés sur le semestre à 39,2 M€ (38,2 M€ en N-1), et représentent 23% du total des produits (26% en N-1).

Les frais de personnel s'établissent à 64,8 M€, en progression de +10% en relation notamment avec le trading de l'été. Toutefois, le ratio « Charges de personnel/Produits des activités » est bien maîtrisé (38% contre 40% en N-1), et conforme à l'objectif du Groupe (< à 50%).

Résultat opérationnel en très forte progression : 26,3 M€ (+10,5 M€, +67%)

(S1 18/19 : 26,3 M€, S1 17/18 : 15,8 M€, soit +10,5 M€, +67%)

Les amortissements et provisions nettes s'établissent à 25,7 M€, contre 21,6 M€ en N-1, soit une hausse de 4,2 M€, +19%. Cette augmentation est essentiellement due à la hausse des amortissements et provisions sur contrats joueurs, en relation avec les acquisitions de contrats joueurs de l'été 2018.

Ainsi, le résultat opérationnel progresse de +67% au 1^{er} semestre 2018/2019, et s'établit à 26,3 M€ (15,8 M€ en N-1).

Résultat financier : -7,1 M€

(S1 18/19 : -7,1 M€, S1 17/18 : -6,9 M€)

Le résultat financier du 1^{er} semestre s'élève à -7,1 M€, quasi-stable par rapport à celui du 31 décembre 2017 (-6,9 M€), après retraitement de l'application de la norme IFRS 9 (-6,3 M€ publié).

Résultat net part du Groupe : 14,8 M€

(S1 18/19 : 14,8 M€, S1 17/18 : 5,8 M€, +9,0 M€, +155%)

Le résultat avant impôt est en forte progression (+116%) sur le semestre et s'établit à 19,2 M€ contre 8,9 M€ au 31/12/17 retraité de la norme IFRS 9 (9,4 M€ publié).

Le résultat net part du groupe est multiplié par près de 3 par rapport au 1^{er} semestre précédent, s'établissant à 14,8 M€ (+155%).

1-3 Bilan consolidé simplifié au 31 décembre 2018

ACTIF (M€)	31/12/18	30/06/18*	PASSIF (M€)	31/12/18	30/06/18*
Contrats joueurs	107,2	81,8	Capitaux propres (y compris minoritaires)	275,5	260,8
Immobilisations corporelles	392,9	399,4	Emprunt obligataire et bancaire stade	162,0	163,1
Autres actifs immobilisés	3,2	2,7	Autres emprunts et dettes financières	56,7	63,8
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	503,3	483,9	TOTAL DETTES FINANCIÈRES	218,6	226,9
Impôts différés	3,1	4,4	Provisions	1,8	1,9
Créances sur contrats joueurs	79,1	88,4	Dettes sur contrats joueurs	50,3	39,8
Autres actifs	65,1	38,3	Autres passifs non courants	22,1	23,0
Trésorerie	16,7	9,2	Dettes courantes	98,8	71,8
TOTAL ACTIF	667,2	624,2	TOTAL PASSIF	667,2	624,2

* Les données du 30/06/18 ont été retraitées selon la norme IFRS 9 qui impacte à l'actif, la ligne « Impôts différés » de -1,3 M€ par rapport au montant publié (5,7 M€), et au passif, les lignes « Capitaux Propres » et « Emprunt obligataire et bancaire stade » respectivement de +3,0 M€ (257,9 M€ publié) et de -4,3 M€ (181,3 M€ publié).

Un bilan encore plus solide

Le total du bilan s'élève au 31 décembre 2018 à 667,2 M€ contre 624,2 M€ au 30 juin 2018 (après impact du retraitement de la norme IFRS 9).

Les capitaux propres (y compris intérêts minoritaires) sont en progression et s'établissent à 275,5 M€ au 31 décembre 2018, contre 260,8 M€ au 30 juin 2018 (après retraitement de la norme IFRS 9 générant un impact de +3,0 M€ par rapport au montant publié).

L'endettement net de trésorerie globale (hors dettes et créances joueurs) s'améliore de 15,8 M€, en liaison avec l'amélioration de la trésorerie brute, le remboursement contractuel des dettes bancaires long terme et des leasings et la diminution de 4,2 M€ du tirage sur la ligne de crédit revolving du Groupe au 31 décembre 2018 ; par ailleurs, la dette nette sur contrats joueurs augmente de près de 20 M€, en relation avec les acquisitions de l'été 2018 et du niveau volontairement réduit des cessions. Au final, l'endettement net de trésorerie (y compris créances et dettes nettes sur contrats joueurs) est en légère progression du fait de la variation défavorable de la dette nette sur contrats joueurs (-173,2 M€ au 31/12/18 vs -169,1 M€ au 30/06/18).

À l'actif, la valeur nette comptable des contrats de joueurs progresse de +25,4 M€ pour s'établir à 107,2 M€ contre 81,8 M€ au 30 juin 2018, en relation avec le trading de l'été 2018.

Au 31 décembre 2018, la valeur de marché de l'effectif professionnel masculin a encore fortement progressé avec le management du coach Bruno Genesio et est estimée à 476,1 M€* contre 378,3 M€ au 30 juin 2018 (+26%), induisant un niveau record de plus de 350 M€ de plus-values potentielles relatives à l'actif joueurs.

** valeur marché OL, basée sur Transfermarkt et CIES*

1-4 Faits marquants du semestre

Plusieurs événements et faits marquants ont ponctué le 1^{er} semestre 2018/2019.

Coupe d'Europe

La qualification du club en Champions League cette saison (Europa League en N-1) constitue un fait marquant du semestre avec un impact favorable sur les revenus d'environ 48 M€ sur les 6 premiers mois de l'exercice (cf chapitre 1.1 du présent document). Terminant à la 2^{ème} place de la phase de groupe de Champions League, le club est qualifié pour les 1/8 de finale contre le FC Barcelone (19/02 et 13/03/2019).

Revenus de trading

L'activité Trading du début de saison a été volontairement réduite en liaison avec la participation du club en Champions League. Les produits de cessions des contrats joueurs s'établissent ainsi à 38,1 M€ sur la période (64,6 M€ au 31/12/2017, avec notamment le transfert d'Alexandre Lacazette à Arsenal pour 50 M€).

Synthèse de l'activité sur contrats joueurs

Après les départs de Yoann Martelat, Lucas Mocio, Louis Nganioni et Romaric Ngouma, en fin de contrat au 30 juin 2018, la Société OL SASU a procédé, depuis le 1^{er} juillet 2018, aux transferts suivants :

Cessions de contrats de joueurs (valeurs IFRS)

- Myziane Maolida (Academy OL) à l'OGC Nice, en août 2018 (10 M€)
- Mariano Diaz au Real Madrid, en août 2018 (21,7 M€)

Acquisitions de contrats de joueurs (valeurs IFRS)

- Tanguy Ndombélé, milieu de 22 ans, (juillet 2018, post mutation temporaire 17/18) en provenance d'Amiens (9 M€) – contrat de 5 ans,
- Oumar Solet, défenseur de 18 ans, (juillet 2018, post mutation temporaire 17/18), en provenance de Laval (2,1 M€) – contrat de 4 ans,
- Jason Denayer, défenseur central de 23 ans, (août 2018) en provenance de Manchester City (8,2 M€), contrat de 4 ans,
- Moussa Dembélé, attaquant de 22 ans, (août 2018) en provenance du Celtic Glasgow (23,3 M€), contrat de 5 ans,
- Lenny Pintor, attaquant de 18 ans, (août 2018), en provenance du Stade Brestois (5,3 M€), contrat de 5 ans.

Rappel mercato janvier 2018 à effet au 1^{er} juillet 2018 (valeur IFRS)

- Martin Terrier en provenance de Lille (12,0 M€) – contrat jusqu'au 30 juin 2022.

Arrivées libres

- Reo Griffiths, attaquant de 18 ans, (août 2018), en provenance de Tottenham, contrat jusqu'au 30 juin 2021,
- Léo Dubois, défenseur de 24 ans, en provenance du FC Nantes, contrat jusqu'au 30 juin 2022.

Prolongations de contrats de joueurs

- Ferland Mendy, prolongation d'1 an, soit jusqu'au 30 juin 2023,
- Yassin Fékir, prolongation de 2 ans, soit jusqu'au 30 juin 2020,
- Houssem Aouar, prolongation de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2023,
- Marcelo, prolongation d'1 an, soit jusqu'au 30 juin 2021,
- Tanguy Ndombélé, prolongation d'1 an, soit jusqu'au 30 juin 2023,
- Lucas Tousart, prolongation d'1 an, soit jusqu'au 30 juin 2023.

Premiers contrats professionnels

- Anthony Racioppi, gardien de 19 ans, contrat de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2021,
- Yann Kitala, attaquant de 20 ans, contrat de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2021,
- Amine Gouiri, attaquant de 18 ans, contrat de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2021,
- Zachary Brault-Guillard, défenseur de 19 ans, contrat de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2021,
- Timothé Cognat, milieu de 20 ans, contrat de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2021.
- Maxence Caqueret, milieu de 18 ans, contrat de 2 ans 1/2, (du 14/12/18 au 30/06/21).

Mutations temporaires pour la saison 2018/2019 (sorties)

- Christopher Martins Pereira à Troyes,
- Gédéon Kalulu à Bourg Péronnas,
- Jordan Ferri à Nîmes,
- Timothé Cognat au Servette Genève,
- Elisha Owusu au FC Sochaux.

Academy

La performance de l'Academy OL a été une nouvelle fois confirmée au niveau national et européen.

Au niveau national, le centre de formation de l'Olympique Lyonnais demeure à la 1^{ère} place depuis 6 années consécutives et se place devant le PSG et Monaco (source : Commission Nationale Paritaire de la Convention Nationale des Métiers du Football, sur proposition de la DTN, juin 2018). Dans le TOP 4 européen depuis 7 années consécutives, l'Academy OL occupe la 2^{ème} place européenne après le Real Madrid et devant le FC Barcelone (source : CIES Football Observatory, Octobre 2018).

Principaux contrats - évolution depuis le début d'exercice

Partenariats équipe masculine

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC GROUPE ADEQUAT

Le groupe Adequat a été partenaire de l'Olympique Lyonnais au cours de plusieurs saisons. En 2018, les deux sociétés ont conclu un accord de partenariat pour les saisons 2018/2019 et 2019/2020 mettant en œuvre la visibilité de la marque du groupe Adequat. Outre une présence assurée sur les réseaux sociaux de l'Olympique Lyonnais, sur son site Internet et sur l'écran géant du Groupama Stadium, le groupe Adequat bénéficie du marquage de la marque sur l'une des manches des maillots de l'équipe première masculine pour chaque match du Championnat de France disputé à domicile ou à l'extérieur.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC ALILA PROMOTION

Faisant suite à l'accord conclu avec la société Alila Promotion pour les saisons 2016/2017 et 2017/2018, un nouveau contrat a été conclu pour 2 saisons supplémentaires (2018/2019 à 2019/2020). La société Alila Promotion bénéficie du marquage du dos des maillots de l'équipe première masculine à l'occasion des matchs de Championnat de France disputés à domicile et à l'extérieur.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC GROUPAMA

Un avenant au contrat de partenariat de 2015 a été signé avec Groupama Rhône-Alpes Auvergne venant modifier le périmètre des droits et avantages marketing consentis au partenaire jusqu'au 30 juin 2020. Groupama ne bénéficie plus des dispositifs de visibilité sur l'Académie, les équipes de jeunes et l'équipe féminine. Groupama conserve néanmoins les droits liés au *naming* du Centre d'Entraînement, le marquage du maillot de l'équipe première masculine ainsi que la mise à disposition d'une loge.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC MDA

Partenaires depuis 2009, l'Olympique Lyonnais et la société MDA ont renouvelé leurs accords de partenariat pour 3 saisons supplémentaires (2015/2016 à 2017/2018), avec une option de sortie mutuelle à chaque saison sportive. MDA bénéficie de visibilité au niveau du badge poitrine au-dessus de l'écusson du Club, sur les maillots des rencontres de Championnat domicile et extérieur. MDA dispose aussi d'éléments de visibilité supplémentaires avec notamment le marquage des maillots des équipes de jeunes, et de droits et d'avantages consentis par le Club. Un nouveau contrat de partenariat a été conclu pour la saison 2018/2019. Au terme de ce nouveau contrat, MDA bénéficie, en plus des prestations similaires au contrat précédent, de la visibilité de sa marque au niveau du badge poitrine au-dessus de l'écusson du Club sur les maillots des rencontres de Championnat domicile et extérieur.

[Partenariats équipe féminine](#)

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC D2L GROUP

L'Olympique Lyonnais et la société D2L Group se sont engagés au terme d'un contrat de partenariat pour les saisons 2018/2019 et 2019/2020. Cet accord prévoit que la société D2L bénéficie du marquage des shorts de l'équipe féminine à l'occasion des matchs amicaux et des matchs du Championnat de France féminin de Division 1. En outre, D2L Group se voit attribuer une visibilité de sa marque, notamment sur l'écran géant du Groupama Stadium à chaque match du même Championnat à domicile.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC EM2C

L'Olympique Lyonnais et la société EM2C se sont engagés au terme d'un contrat de partenariat jusqu'au 30 juin 2021. Cet accord prévoit que la société EM2C bénéficie du marquage du maillot de l'équipe féminine, ainsi que des hospitalités et une visibilité de sa marque au sein du stade et dans les médias club.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC MASTERCARD

L'Olympique Lyonnais a conclu un accord de partenariat avec La société MASTERCARD pour 3 saisons (2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021). La société MASTERCARD bénéficie des labels de « Partenaire Officiel de l'Olympique Lyonnais Féminin » et de « Partenaire technologique officiel des services de paiement de l'Olympique Lyonnais Féminin ».

La société MASTERCARD bénéficie notamment de la présence de sa marque sur les supports du Club à l'occasion des matchs disputés par l'équipe féminine ainsi que des opérations de relations publiques. La société MASTERCARD bénéficie également du droit d'exploitation de l'image individuelle de certaines joueuses de l'équipe première féminine.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC STAL TP

L'Olympique Lyonnais a conclu un accord de partenariat avec la société STAL PARTICIPATIONS pour 5 saisons (2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021). La société STAL PARTICIPATIONS bénéficie du label de « Partenaire Officiel de l'Olympique Lyonnais Féminin » et bénéficie notamment de la présence de sa marque sur les supports du Club à l'occasion des matchs disputés par l'équipe féminine ainsi que des opérations de relations publiques.

Ce contrat comporte également la mise à disposition d'hospitalités pour l'ensemble des événements organisés au stade.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC SWORD

L'Olympique Lyonnais a conclu un accord de partenariat avec la société Sword SA pour trois saisons (2018/2019 à 2020/2021). La société Sword SA bénéficie du marquage sur la poche poitrine droite des maillots de l'équipe première féminine à l'occasion des matchs du Championnat de France de division 1 disputés à domicile et à l'extérieur. Ce contrat comporte des éléments de visibilité dans le stade et sur différents supports afin de renforcer et compléter le dispositif maillot.

[Partenariats équipes masculine et féminine](#)

CONTRAT D'EQUIPEMENTIER AVEC adidas

En octobre 2018, un protocole d'accord ferme, engageant et irrévocable a été signé avec adidas qui continuera ainsi d'être l'équipementier exclusif de toutes les équipes de l'Olympique Lyonnais sur la période 2020-2025. En application de cet accord, l'Olympique Lyonnais continuera à recevoir de la part d'adidas, sur des bases améliorées, au cours de chaque saison sportive, un paiement minimum au titre d'une prestation financière de base forfaitaire et de redevances portant sur les ventes de produits portant les marques Olympique Lyonnais et adidas, ce paiement pouvant faire l'objet d'ajustements en fonction des ventes réalisées et des résultats de l'Olympique Lyonnais dans les compétitions françaises et/ou européennes dans lesquelles il est engagé.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC HYUNDAI MOTOR France

Après un premier contrat de partenariat majeur de 2 saisons (2012/2013 et 2013/2014), de nouveaux accords ont été conclus pour les périodes 2014/2015 à 2015/2016, puis 2016/2017 à 2017/2018, et 2018/2019 à 2019/2020.

Partenaire premium de l'équipe professionnelle masculine et partenaire officiel de l'équipe féminine, la société Hyundai conserve la face avant du maillot Championnat domicile/extérieur comme élément de visibilité et de promotion de sa marque. Ce contrat comporte des éléments de visibilité dans le stade afin de renforcer et compléter le dispositif maillot.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC KEOLIS

Après différents accords depuis la saison 2015/2016, l'Olympique Lyonnais et la société Keolis ont opté pour un nouveau partenariat en vue des saisons 2018/2019 et 2019/2020. Au terme de ce contrat, la société Keolis dispose d'une visibilité de sa marque sur la jambe gauche des shorts de l'équipe féminine lors des matchs du Championnat de France féminin de Division 1. Afin de renforcer cette visibilité, Keolis bénéficie également de différents affichages de la marque au Groupama Stadium.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC LEROY MERLIN

L'Olympique Lyonnais a conclu un accord de partenariat avec la société Leroy Merlin France pour trois saisons (2018/2019 à 2020/2021). La société Leroy Merlin France bénéficie du marquage sur la poche poitrine gauche des maillots de l'équipe première féminine à l'occasion des matchs du Championnat de France de division 1 disputés à domicile et à l'extérieur. Ce contrat comporte

des éléments de visibilité dans le stade et sur différents supports afin de renforcer et compléter le dispositif maillot.

[Autres partenariats](#)

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC FDJ

Consécutivement à un partenariat conclu en 2017, l'Olympique Lyonnais et la société FDJ ont trouvé un nouvel accord en 2018 pour les saisons 2018/2019 à 2021/2022. Le contrat comprend notamment la visibilité de la marque de la FDJ au sein du Groupama Stadium via des panneaux fixes, des panneaux d'interview, l'écran géant mais également sur les médias de l'Olympique Lyonnais au sein du magazine « Tribune OL » ou sur son site Internet. Les deux partenaires se sont également entendus sur la mise en place de points de vente et de bornes FDJ au Groupama Stadium, permettant la réalisation de paris sportifs.

CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC FRANCE TELECOM SA, ORANGE France

Faisant suite aux contrats précédents conclus depuis 2006, le 25 mars 2016, l'Olympique Lyonnais et la société Orange ont conclu un nouveau contrat pour la période 2015/2016 à 2017/2018. La société Orange bénéficie de l'appellation "Partenaire Officiel" et peut utiliser les signes distinctifs du Club avec des programmes de visibilité sur les supports du Club et des opérations de relations publiques. Un nouveau contrat de partenariat a été conclu pour quatre saisons supplémentaires (saison 2018/2019 à 2021/2022) avec des prestations similaires.

CONTRAT DE PARTENARIAT REGIONAL ASIATIQUE

Le 1^{er} janvier 2019, le Club a signé un premier contrat de partenariat régional sur la zone Asie.

1-5 Principales relations avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées figurent dans le point 10.1 des notes annexes aux comptes semestriels consolidés résumés au 31 décembre 2018, en page 56 du présent rapport.

1-6 Arrêté des comptes semestriels consolidés résumés

Les comptes consolidés résumés d'OL Groupe du premier semestre 2018/2019 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 12 février 2019.

1-7 Résultats sportifs au 31 décembre 2018

▪ Équipe masculine

- Championnat de France : 3^{ème} place
- UEFA Champions League : phase de Groupe - 2^{ème} de la poule - qualification pour les 1/8 de finale de Champions League contre le FC Barcelone (19 février et 13 mars 2019)
- Coupe de la Ligue : qualification en 1/4 de finale (Strasbourg 8 janvier 2019)

▪ **Équipe féminine**

- Championnat de France : 1^{ère} place
- UEFA Women's Champions League : qualification pour les 1/4 de finale contre Wolfsburg (20 et 27 mars 2019)

1-8 Evènements intervenus depuis le 1^{er} janvier 2019

Prolongations de contrats joueurs :

- Amine GOUIRI, prolongation d'1 an, soit jusqu'au 30 juin 2022
- Ousseynou NDIAYE, prolongation de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2023
- Réo GRIFFITHS, prolongation d'1 an, soit jusqu'au 30 juin 2022

Signatures contrats professionnels à partir du 01/07/19

- Boubacar FOFANA, contrat de 4 ans, soit jusqu'au 30 juin 2023
- Malcom BARCOLA, contrat de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2022

Mutation temporaire (sortie)

- Zachary BRAULT GUILLARD, à l'Impact Montréal FC du 31 janvier au 30 juin 2019

Le groupe confirme sa stratégie de recrutement de jeunes talents à fort potentiel, en complément de son pilier stratégique qu'est l'Academy.

Au 6 février 2019, l'Olympique Lyonnais compte 33 joueurs professionnels (hors prêts) dont 27 joueurs internationaux et 11 joueurs formés au club.

1-9 Facteurs de risques

De manière générale, les facteurs de risques décrits dans le Document de Référence 2017/2018 (pages 13 à 21), en ligne sur le site www.olweb.fr, n'ont pas évolué sur le semestre.

1-10 Résultats sportifs au 12 février 2019

• **Équipe masculine**

- Championnat de France : 3^{ème} place après la 24^{ème} journée (43 points)
- UEFA Champions League : qualification pour les 1/8 de finale contre le FC Barcelone (19 février et 13 mars 2019)
- Coupe de la Ligue : élimination en 1/4 de finale contre Strasbourg
- Coupe de France : qualification en 1/4 de finale contre Caen (27 février 2019)

• **Équipe féminine**

- Championnat de France : 2^{ème} place, avec un match de retard (43 points)
- UEFA Women's Champions League : qualification en 1/4 de finale contre Wolfsburg (20 et 27 mars 2019)
- Coupe de France : qualification en 1/2 de finale contre Grenoble (10 mars 2019)

1-11 Perspectives à court et moyen termes

PERSPECTIVES DU 2nd SEMESTRE 2018/2019

Au 2nd semestre de l'exercice 2018/2019, le Groupe bénéficiera notamment de sa participation aux phases finales de la Champions League (1/8^{ème} de finale contre le FC Barcelone) générant mécaniquement une hausse des revenus de billetterie Europe et de droits TV UEFA.

Le Groupe peut également compter sur une programmation estivale riche au Groupama Stadium, qui accueillera successivement les concerts d'Ed Sheeran les 24, 25 et 26 mai 2019, un concert Stars 80 le 1^{er} juin 2019, puis un concert de Phil Collins le 4 juin 2019, et, à compter du début de l'exercice suivant, les demi-finales et la finale de la Coupe du Monde féminine de football les 2, 3 et 7 juillet 2019.

PLAN STRATÉGIQUE À 5 ANS : OBJECTIF 400 M€ DE CA

D'ici à 5 ans, le Groupe entend poursuivre une stratégie de développement basée sur un concept de « **full entertainment** » autour de son cœur d'activité Football, mais également sur le développement et la diversification de son offre Events. Le Groupe étudie notamment un projet d'extension foncière et d'implantation d'une nouvelle salle événementielle à proximité du stade, afin de compléter son offre « Events » et lui permettre d'accueillir des concerts tout au long de l'année, des séminaires et salons professionnels de grande ampleur, et, le cas échéant, un club sportif résident.

Dans le cadre de ce plan stratégique à 5 ans, le Groupe se fixe pour objectif de réintégrer le top 20 des clubs européens au niveau économique, via une croissance de l'ensemble de ses lignes de revenus et d'atteindre un niveau de produits des activités de l'ordre de **400 M€**.

Il est à noter qu'à la date du 12 février 2019, OL Groupe n'enregistre aucun litige qui pourrait remettre en cause de manière significative l'activité ou les objectifs sportifs qu'il s'est fixés pour l'exercice 2018/2019.

COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Table des matières

Faits marquants	17
Présentation des états financiers.	18
Compte de résultat	21
Etat de la situation nette consolidée.....	22
Tableau de flux de trésorerie.....	24
Tableau de variation des capitaux propres.	26
Annexes aux comptes consolidés	27
Note 1 : Périmètre de consolidation	27
Dates de clôture	27
Note 1.1 : Retraitement des périodes comparatives	28
Note 2 : Recours à des estimations	30
Note 3 : Information sectorielle.....	31
Note 4 : Activités opérationnelles	31
Note 4.1 : Produit des activités	31
Note 4.2 : Créances clients et actifs liés aux contrats clients	33
Note 4.3 : Stocks	35
Note 4.4 : Autres actifs courants	35
Note 4.5 : Autres passifs courants	36
Note 5 : Charges et avantages au personnel	36
Note 5.1 : Effectifs.....	36
Note 5.2 : Charges de personnel	36
Note 5.3 : Rémunérations de l'équipe de Direction.....	36
Note 5.4 : Engagements de retraite	37
Note 6 : Immobilisations corporelles et incorporelles.....	37
Note 6.1 : Goodwill et autres immobilisations incorporelles	37
Note 6.2 : Immobilisations corporelles	41
Note 6.3 : Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles.....	43
Note 7 : Autres provisions et passifs éventuels.....	45
Note 7.1 : Provisions.....	45
Note 7.2 : Autres passifs éventuels.....	45
Note 7.3 : Dotations aux amortissements et provisions nettes.....	45
Note 8 : Financement et instruments financiers.....	46
Note 8.1 : Actifs financiers non courants	46
Note 8.2 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	46
Note 8.3 : Dettes financières courantes et non courantes	46
Note 8.4 : Juste valeur des instruments financiers	50
Note 8.5 : Endettement financier net de trésorerie	51
Note 8.6 : Résultat financier	51
Note 8.7 : Engagements liés au financement de l'exploitation du Groupe.....	52
Note 9 : Impôts sur les résultats	52
Note 9.1 : Ventilation de l'impôt et preuve d'impôts.....	52
Note 9.2 : Impôts différés	53

Note 10 : Capitaux propres.....	54
Note 10.1 : Capital social.....	54
Note 10.2 : Résultat par action.....	57
Note 11 : Politique de gestion des risques.....	57
Note 11.1 : Politique de gestion des risques.....	57
Note 11.2 : Risques de liquidité.....	57
Note 11.3 : Risque de crédit financier	58
Note 11.4 : Les contrats de crédits	58
Note 11.5 : Risque de crédit commercial	59
Note 11.6 : Risques de marché	59
Note 11.7 : Risques liés au projet Groupama Stadium.....	60
Note 12 : Evènements post clôture	61

Les états financiers consolidés présentés sont ceux de la société Olympique Lyonnais Groupe SA (sise 10 Avenue Simone Veil, 69150 Décines-Charpieu) et ses filiales. Le Groupe s'est constitué essentiellement à partir de l'équipe de football professionnelle. En prolongement de cette activité, des filiales interviennent dans les activités de spectacle et divertissement sportif ainsi que dans certains métiers complémentaires générateurs de revenus additionnels.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 12 février 2019.

FAITS MARQUANTS

Les principaux évènements survenus sur le 1^{er} semestre 2018/2019 sont les suivants :

- **adidas**

Le Groupe OL a signé un protocole d'accord ferme engageant et irrévocable avec adidas qui continuera ainsi d'être l'équipementier exclusif de toutes les équipes de l'Olympique Lyonnais sur la période 2020-2025.

En application de cet accord, l'Olympique Lyonnais continuera à recevoir de la part d'adidas, sur des bases améliorées, au cours de chaque saison sportive, un paiement minimum au titre d'une prestation financière de base forfaitaire et de redevances portant sur les ventes de produits portant les marques Olympique Lyonnais et adidas, ce paiement pouvant faire l'objet d'ajustements en fonction des ventes réalisées et des résultats de l'Olympique Lyonnais dans les compétitions françaises et/ou européennes dans lesquelles il est engagé.

Pour rappel les principaux faits marquants intervenus au cours de l'exercice précédent ont été les suivants :

- La signature en date du 13 juillet 2017 d'un partenariat industriel global moderne et innovant avec Groupama Rhône-Alpes Auvergne dont le fer de lance est constitué des droits de « *naming* » du stade de l'Olympique Lyonnais qui est désormais dénommé « Groupama Stadium ».
- Cessions des droits immobiliers de deux lots de terrain à bâtir pour un montant de total de 4,6 M€ permettant ainsi le lancement de la construction du centre médical et du pôle loisirs.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers semestriels consolidés résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et sur la base des normes IFRS, des amendements et des interprétations publiées par l'International Accounting Standard Board (IASB) telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018.

Les comptes consolidés semestriels doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2018 (document de référence n° D.18-0894). Les états financiers et les notes sont présentés en milliers d'€ (K€), sauf indication contraire.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2018, à l'exception des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} juillet 2018 décrits ci-dessous :

- IFRS 9- Instruments financiers,
- IFRS 15- Revenus de contrats clients,
- Amendements à IFRS 2- Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions,
- IFRIC 22- Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée,
- Améliorations annuelles – cycle 2014-2016 (amendements IFRS 1 et IAS 28).

Ces normes, amendements et interprétation sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 15 - Produits des activités ordinaires provenant de contrats avec des clients

La norme IFRS 15, relative à la reconnaissance des produits des activités ordinaires a été publiée par l'Union européenne en septembre 2016. Elle est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 15 et les clarifications associées, remplacent la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18.

La norme définit un modèle en cinq étapes pour la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients. Les produits sont reconnus de façon à refléter le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie des biens ou services vendus.

L'application de la norme IFRS 15 n'a aucun impact significatif sur le chiffre d'affaires de la période, ainsi que sur les règles et méthodes comptables du Groupe en termes de reconnaissance du revenu présentées dans la note 4.1 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés au 31 décembre 2018.

IFRS 9 – Instruments financiers

L'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 9, sur les instruments financiers qui remplace la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. Cette nouvelle norme d'application obligatoire au 1^{er} juillet 2018 comporte trois volets : classification et évaluation, dépréciation et comptabilité de couverture. Le Groupe n'a pas appliqué cette norme par anticipation.

- Classification et évaluation

Les actifs et passifs financiers du groupe ont fait l'objet d'une analyse selon IFRS 9.

Les impacts de l'application des dispositions d'IFRS 9 porte sur la renégociation de la dette intervenue au 30 juin 2017. L'analyse des critères définis par la norme IFRS 9 (et de

l'amendement IFRS 9) a conduit à considérer que la restructuration de la dette ne donnait pas lieu à la décomptabilisation de la dette sur la base d'un test quantitatif (variation des flux de trésorerie inférieure à 10%) et qualitatif de l'opération. En application de cette norme, la différence entre le coût amorti de la dette modifiée par actualisation des flux de trésorerie modifiés au taux d'intérêt effectif d'origine avec le coût amorti antérieur est à comptabiliser au résultat. Les impacts de l'application rétrospective de ce traitement comptable représentent :

- Une augmentation des réserves consolidées de 5,4 millions d'euros (hors impôts différés) au 30 juin 2017 ;
 - Une charge annuelle complémentaire à reconnaître sur la durée résiduelle de la dette renégociée (soit jusqu'en 2024) d'environ 1 million d'euros.
- Dépréciation

IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation reposant sur la comptabilisation des pertes de crédit prévues dès le moment où les instruments financiers sont comptabilisés (vision prospective). Auparavant, le groupe comptabilisait les dépréciations pour toute créance commerciale présentant un risque d'irrécouvrabilité. Ce risque était apprécié au regard d'informations quant à la solvabilité du client, des retards de paiement anormaux et en l'absence de couverture appropriée.

Compte tenu de la typologie des clients, le groupe, n'a pas identifié d'impact matériel suite à l'application de cette nouvelle méthode de dépréciation car la probabilité de défaut des clients est faible.

- Comptabilité de couverture

Les modifications apportées par IFRS 9 sur la comptabilité de couverture ont pour objectif de rapprocher les modalités de comptabilisation de la gestion des risques des entreprises. L'application des dispositions d'IFRS 9 relatives à la comptabilité de couverture sont sans impact significatif étant donné la nature des instruments dérivés – swaps de taux- utilisés par le groupe.

Les impacts de l'application d'IFRS 9 sur les états financiers sont présentés en note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'application des autres amendements et interprétations n'a pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par la Commission Européenne, ou dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après la date de clôture.

Il s'agit principalement des normes, amendements et interprétations suivants :

- ✓ **Normes, amendements et interprétations applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 ;**
 - Améliorations annuelles – cycle 2015-2017 (amendement à IFRS 3 IFRS 11 IAS 12 et IAS 23) ; publiées (a)
 - IFRIC 23 « Risques fiscaux », publiée en octobre 2018 par la Commission Européenne ;
 - IFRS 16 « Contrat de location », (a), publiée en novembre 2017 par l'UE ;
 - Amendements à IFR 9 (b), adopté par l'UE le 26/03/2018 ;
 - Amendements à IAS 19 (a) ;
- (a) Sous réserve de leur adoption par l'UE, prévue sur le 1^{er} trimestre 2019.
- (b) L'amendement IFRS 9 lié au traitement d'une modification de dette ne donnant pas lieu à décomptabilisation a été appliqué en même temps qu'IFRS 9.

- ✓ **Normes, amendements et interprétations applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 ;**
- Amendement IAS 1 / IAS 8 « Définition de la matérialité dans les états financiers ».
- Amendement IFRS 3 « définition d'une entreprise ».

L'analyse de l'impact de la norme IFRS 16 « contrats de location », publiée en novembre 2017 avec une 1^{ère} application pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 est en cours de réalisation. Le Groupe n'a pas prévu d'appliquer par anticipation la norme. Le Groupe ne s'attend pas, compte tenu de l'analyse en cours, à des impacts significatifs sur le résultat net consolidé et les capitaux propres consolidés. La mise en œuvre de la norme se traduira par la constatation au bilan d'un actif au titre du droit d'utilisation des actifs et au passif, d'une dette au titre des obligations de paiement des loyers ; elle se traduira au compte de résultat par l'annulation des charges de loyers et par la constatation de dotations aux amortissements et de frais financiers. Une information est donnée sur les contrats de location simple en note 6.3.3. Les contrats de location concernent principalement les locations immobilières et locations mobilières. Le groupe n'a pas encore déterminé la méthode de transition.

Il n'existe pas de principes comptables contraires aux normes IFRS d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2018, non encore adoptées au niveau européen, et dont l'impact aurait été significatif sur les comptes de cet exercice.

Dans certains cas, ces règles ont été adaptées aux spécificités des comptes intermédiaires.

Les informations communiquées en annexes aux comptes semestriels portent sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du groupe.

Il est rappelé que l'arrêté du premier semestre d'OL Groupe intègre les premières cessions de joueurs de l'exercice (le marché des transferts d'été entre le 1^{er} juillet et le 31 août 2018) et les recettes liées à la première phase de la Ligue des Champions. Les résultats du premier semestre ne sont donc pas représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2018/2019.

Changement de présentation du compte de résultat

Afin de simplifier la lecture des états financiers et de s'aligner avec la présentation des comptes de certains clubs européens, les activités d'OL Groupe (joueurs et hors joueurs) ont été regroupées. Ainsi, il n'est plus fait de distinction « hors contrats joueurs » et « sur contrats joueurs » dans le compte de résultat pour les agrégats produits des activités, excédent brut d'exploitation, dotations aux amortissements et provisions nettes et résultat opérationnel courant. Le détail des données relatives aux contrats joueurs continue d'être présenté dans les notes annexes aux comptes consolidés.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en K€)	Notes	31/12/18	% du C.A.	31/12/17 retraité (1)(2)	% du C.A.
Produits des activités	4.1	168 407	100%	147 589	100%
Achats consommés		-21 380	-13%	-20 544	-14%
Charges externes		-17 803	-11%	-17 635	-12%
Impôts, taxes et versements assimilés		-3 401	-2%	-2 454	-2%
Charges de personnel	5.2	-64 750	-38%	-59 056	-40%
Valeur résiduelle des contrats joueurs	6.1	-7 153	-4%	-6 681	-5%
Excédent brut d'exploitation		53 918	32%	41 219	28%
Dotations aux amortissements et provisions nettes	7.3	-25 738	-15%	-21 566	-15%
Autres produits et charges opérationnels courants		-1 897	-1%	-3 890	-3%
Résultat opérationnel		26 284	16%	15 764	11%
Résultat financier	8.6	-7 101	-4%	-6 884	-5%
Résultat avant impôt		19 183	11%	8 880	6%
Charge d'impôt	9.1	-4 133	-2%	-2 993	-2%
Quote-part de résultat net des entreprises associées		-82	0%	-76	
Résultat net de l'exercice		14 969	9%	5 809	4%
Résultat revenant aux actionnaires de la société		14 841		5 818	
Résultat revenant aux intérêts minoritaires		128		-9	
Résultat net par action (en euros)		0,25		0,10	
Résultat net par action dilué (en euros)		0,11		0,04	

ETAT DU RESULTAT GLOBAL (en K€)

Ecarts actuariels sur engagements de retraite	5.4	0		0	
Eléments non recyclables au compte de résultat		0		0	
Juste valeur des instruments de couverture stade		398		292	
ID correspondant		-137		-101	
Eléments recyclables au compte de résultat	11.6	261		192	
Résultat global		15 230		6 001	
Résultat global revenant aux actionnaires		15 102		6 010	
Résultat global revenant aux minoritaires		128		-9	

- (1) Pour la période close au 31 décembre 2017, le compte de résultat consolidé a été modifié par rapport à celui présenté dans le rapport financier du 31 décembre 2017, publié en février 2018 afin de tenir compte des incidences liées à l'application de la nouvelle norme IFRS 9 Instruments financiers à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective et avec un retraitement des périodes comparatives (cf note 1.1).
- (2) Le format du compte de résultat consolidé a été modifié afin de simplifier la lecture des états financiers et de s'aligner avec la présentation des comptes de certains clubs européens, les activités d'OL Groupe ont été regroupées (cf. présentation des états financiers).

ÉTAT DE LA SITUATION NETTE CONSOLIDÉE

Bilan Actif

Montants nets (en K€)	Notes	31/12/18	30/06/18 retraité (1)
Immobilisations incorporelles			
Goodwills	6.1	1 866	1 866
Contrats joueurs	6.1	107 186	81 796
Autres immobilisations incorporelles	6.1	1 328	810
Immobilisations corporelles	6.2	392 909	399 436
Autres actifs financiers	8.1	3 357	3 219
Créances sur contrats joueurs (part à plus d'un an)	4.2 & 8.4 & 8.5	27 768	45 194
Participation dans les entreprises associées		248	338
Impôts différés	9.2	3 067	4 431
Actifs non courants		537 728	537 089
Stocks	4.3	3 529	2 154
Créances clients et actifs sur contrats clients	4.2	32 598	19 581
Créances sur contrats joueurs (part à moins d'un an)	4.2 & 8.4 & 8.5	51 328	43 224
Autres actifs courants et comptes de régularisation	4.4 & 8.4	25 321	12 995
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.2 & 8.4	16 667	9 162
Actifs courants		129 443	87 116
TOTAL ACTIF		667 172	624 206

(1) Pour la période close au 30 juin 2018 l'état de la situation financière consolidée a été modifiée par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 30 juin 2018, publié en octobre 2018 afin de tenir compte :

(a) des incidences liées à l'application de la nouvelle norme IFRS9 Instruments financiers à compter des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective et avec un retraitement des périodes comparatives (cf. note 1.1).

(b) de l'ajout du libellé « actifs sur contrats clients » dans le cadre de l'application d'IFRS 15.

Bilan Passif

Montants nets (en K€)	Notes	31/12/18	30/06/18 retraité (1)
Capital	10.1	88 428	88 423
Primes	10.1	123 396	123 397
Réserves	10.1	-92 377	-99 396
Autres fonds propres	10.1	138 048	138 053
Résultat revenant aux actionnaires de la Société		14 841	7 324
Capitaux propres part du groupe		272 336	257 801
Intérêts minoritaires		3 172	3 044
Total capitaux propres		275 508	260 845
Emprunt obligataire stade	8.3 & 8.4 & 8.5	49 931	49 848
Emprunt bancaire stade	8.3 & 8.4 & 8.5	103 043	105 320
Emprunts & dettes financières (part à + 1 an)	8.3 & 8.4 & 8.5	51 082	58 143
Dettes sur contrats joueurs (part à +1 an)	8.3 & 8.4 & 8.5	15 812	8 312
Autres passifs non courants	8.3 & 8.4	22 087	22 968
Provision pour engagement de retraite	5.4	1 710	1 733
Passifs non courants		243 665	246 324
Provisions (part à -1 an)	7.1	77	136
Dettes financières (part à -1 an)			
Découverts bancaires	8.3 & 8.4 & 8.5	289	402
Emprunt obligataire stade	8.3 & 8.4 & 8.5	1 339	35
Emprunt bancaire stade	8.3 & 8.4 & 8.5	7 650	7 854
Autres emprunts & dettes financières	8.3 & 8.4 & 8.5	5 299	5 282
Fournisseurs & comptes rattachés	8.3 & 8.4	23 693	24 273
Dettes fiscales et sociales	8.3	45 369	38 850
Dettes sur contrats joueurs (part à -1 an)	8.3 & 8.4 & 8.5	34 503	31 499
Autres passifs courants et produits constatés d'avance	8.3 & 8.4	29 780	8 705
Passifs courants		148 000	117 037
TOTAL PASSIF		667 172	624 206

- (1) Pour la période close au 30 juin 2018 l'état de la situation financière consolidée a été modifiée par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 30 juin 2018, publié en octobre 2018 afin de tenir compte des incidences liées à l'application de la nouvelle norme IFRS9 Instruments financiers à compter des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective et avec un retraitement des périodes comparatives (cf. note 1.1).

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en K€)	31/12/18	31/12/17 retraité
Résultat net	14 969	5 809
Résultat net des entreprises associées	82	76
Amortissements et provisions (1)	25 141	21 566
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie (2)	-218	-47
Plus values de cession des contrats joueurs	-30 917	-57 960
Plus values de cession des autres immobilisations	0	-810
Charges d'impôt (3)	4 133	3 178
Capacité d'autofinancement avant impôt	13 189	-28 188
Impôt payé	-392	2 021
Coût de l'endettement financier net	7 014	7 006
Clients et autres débiteurs	-8 001	-2 973
Fournisseurs et autres créditeurs	7 025	-10 184
Variation du besoin en fonds de roulement	-976	-13 157
Flux net de trésorerie généré par l'activité	18 835	-32 318
Acquisitions de contrats joueurs nettes de variation des dettes	-40 153	-36 050
Acquisitions d'autres immobilisations incorporelles	-58	-49
Acquisition d'immobilisations corporelles/ construction stade (4)	-2 582	-1 004
Acquisitions d'immobilisations corporelles / hors stade (4)	-2 473	-1 863
Acquisitions d'immobilisations financières	-1 724	-759
Cessions de contrats joueurs nettes de variation des créances	47 391	64 084
Cessions ou diminutions des autres actifs immobilisés	1 522	2 534
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	1 923	26 893
Var. des intérêts minoritaires sur aug. de capital		13
Souscriptions d'emprunts bancaires et obligataires (5)		13 000
Intérêts versés	-3 506	-3 304
Remboursements d'emprunts (5)	-9 634	-6 459
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-13 140	3 250
Trésorerie d'ouverture	8 760	18 266
Variation de trésorerie	7 618	-2 177
Trésorerie de clôture	16 378	16 090

- (1) Cf note 7.3 / (2) Les autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie sont principalement constitués des effets d'actualisation des actifs non courants, des charges calculées d'intérêts sur les dettes financières / (3) Cf note 9 / (4) Cf note 6.2 / (5) Cf note 8.3

Pour la période close au 31 décembre 2017, le tableau de flux de trésorerie consolidé a été modifié par rapport à celui présenté dans le rapport financier du 31 décembre 2017, publié en février 2018 afin de tenir compte des incidences liées à l'application de la nouvelle norme IFRS 9 Instruments financiers à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective et avec un retraitement des périodes comparatives (cf note 1.1).

(en K€)	31/12/18	31/12/17
Disponibilités et CRSD	16 667	16 816
Découverts bancaires	-289	-726
Trésorerie de clôture	16 378	16 090

Détail des flux liés aux acquisitions de joueurs

(en K€)	31/12/18	31/12/17
Acquisitions de contrats joueurs	-50 657	-59 969
Dettes joueurs au 30/06/19	50 315	
Dettes joueurs au 30/06/18		
Dettes joueurs au 31/12/17	-39 811	50 403
Dettes joueurs au 30/06/17		-26 484
Acquisitions de contrats joueurs nettes des variations de dettes	-40 153	-36 050

Détail des flux liés aux cessions de joueurs

(en K€)	31/12/18	31/12/17
Produits sur cessions de contrats joueurs	38 070	64 641
Créances joueurs au 30/06/19	-79 096	
Créances joueurs au 30/06/18		
Créances joueurs au 31/12/17	88 417	-52 233
Créances joueurs au 30/06/17		51 676
Cessions de contrats joueurs nettes des variations de créances	47 391	64 084

Variation du besoin en fonds de roulement

Clients et autres débiteurs

(en K€)	Variations de la période
Créances clients et actifs sur contrats clients	-13 083
Provisions clients	66
Comptes de régularisation - Passif	17 492
Créances clients	4 475
Autres créances	-11 101
Stocks	-1 381
Provisions stocks	7
Stocks	-1 375
Clients et autres débiteurs	-8 001

Fournisseurs et autres créditeurs

(en K€)	Variations de la période
Fournisseurs	-580
Comptes de régularisations - Actif	-1 420
Dettes fournisseurs	-2 000
Autres passifs courants	4 274
Autres passifs non courants	4 751
Autres dettes	9 025
Fournisseurs et autres créditeurs	7 025

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en K€)	Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société							aux intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto- détenus	Réserves et résultat	Autres fonds propres	Résultat enregistré directement en capitaux propres	Total part du Groupe		
Capitaux propres au 30/06/17	88 418	123 397	-838	-96 759	138 057	-5 939	246 336	2 898	249 234
Adoption IFRS 9				3 696			3 696		3 696
Capitaux propres au 30/06/17 retraité (1)	88 418	123 397	-838	-93 063	138 057	-5 939	250 032	2 898	252 930
Résultat net de l'exercice				5 818			5 818	-9	5 809
Juste valeur des instruments de couverture (2)						192	192		192
IAS 19 révisée									
Résultat net global				5 818		192	6 010	-9	6 001
Dividendes									0
Augmentation de capital	4						4		4
Variation s/ OSRANE					-4		-4		-4
Titres d'auto contrôle			-43			9	-35		-35
Ecart de conversion						1	1		1
Autres				-2			-2	192	190
Capitaux propres au 31/12/17 retraité	88 423	123 397	-881	-87 248	138 053	-5 738	256 006	3 081	259 087
Capitaux propres au 30/06/18 retraité	88 423	123 397	-882	-85 742	138 053	-5 448	257 801	3 044	260 845
Résultat net de l'exercice				14 841			14 841	128	14 969
Juste valeur des instruments de couverture (2)						261	261		261
Résultat net global				14 841		261	15 102	128	15 230
Dividendes									
Augmentation de capital (3)	5	-1					4	0	4
Variation s/ OSRANE (3)					-5		-5		-5
Titres d'auto contrôle			-554			-41	-595		-595
Ecart de conversion						-9	-9		-9
Autres						37	37	0	37
Capitaux propres au 31/12/18	88 428	123 396	-1 436	-70 901	138 048	-5 200	272 336	3 172	275 508

- (1) Les capitaux propres du 30 juin 2017 ont été modifiés par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 30 juin 2018, publié en octobre 2018 afin de tenir compte des incidences liées à l'application de la nouvelle norme IFRS9 Instruments financiers à compter des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2018 de manière rétrospective et avec un retraitement des périodes comparatives (cf. note 1.1).
- (2) Ce montant correspond à la variation de la juste valeur nette d'impôt des instruments de couverture mis en place concernant le contrat de crédit du projet Groupama Stadium (cf. note 11.6).
- (3) Cf note 10.1

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Aucune variation de périmètre n'est intervenue sur l'exercice. Le tableau des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présenté ci-après.

Sociétés	Siège social N° Siren	Activité	Nombre de mois pris en compte dans les comptes consolidés	% Contrôle 31/12/18	% Intérêts 31/12/18	% Contrôle 30/06/18	% Intérêts 30/06/18	
SA OLYMPIQUE LYONNAIS GROUPE	Lyon 421577495	Holding	6					--
SOCIÉTÉS DÉTENUES PAR OLYMPIQUE LYONNAIS GROUPE								
SASU OLYMPIQUE LYONNAIS	Lyon 385071881	Club de sport	6	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
SASU OL ORGANISATION	Lyon 477659551	Sécurité et accueil	6	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
SAS AMFL	Lyon 788746212	Académie Médicale	6	51,00	51,00	51,00	51,00	IG
SAS OL LOISIRS DEVELOPPEMENT	Lyon 832341143	Services et Conseil	6	100,00	100,00	100,00	100,00	IG
SAS OL PARTNER	Lyon 832992671	Courtage assurance	6	95,00	95,00	95,00	95,00	IG
BEIJING OL FC Ltd	Pékin	Services et Conseil	12	45,00	45,00	45,00	45,00	ME
ENTITES AD'HOC ⁽¹⁾								
ASSOCIATION OL	Lyon 779845569	Association	6					IG

IG : Intégration globale

ME : Mise en équivalence

- (1) Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle en vertu de contrats, d'accords ou de clauses statutaires, même en l'absence de détention du capital, sont consolidées par intégration globale (entités ad hoc).

Dates de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 30 juin, à l'exception de Beijing OL FC (31 décembre). Pour cette entité, des comptes ont été établis du 1^{er} juillet au 31 décembre.

Note 1.1 : Retraitement des périodes comparatives

Les états financiers consolidés au 30 juin 2017, au 31 décembre 2017 et au 30 juin 2018, publiés respectivement en octobre 2017, février 2018 et octobre 2018, ont été retraités des incidences de l'application rétrospective de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » (cf. « Présentation des états financiers »).

(en K€)	31/12/17 publié	IFRS 9	31/12/17 retraité	31/12/2018
Produits des activités	147 589		147 589	168 407
Achats consommés	-20 544		-20 544	-21 380
Charges externes	-17 635		-17 635	-17 803
Impôts, taxes et versements assimilés	-2 454		-2 454	-3 401
Charges de personnel	-59 056		-59 056	-64 750
Valeur résiduelle des contrats joueurs	-6 681		-6 681	-7 153
Excédent brut d'exploitation	41 219		41 219	53 918
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-21 566		-21 566	-25 738
Autres produits et charges opérationnels courants	-3 890		-3 890	-1 897
Résultat opérationnel	15 764		15 763	26 284
Résultat financier	-6 348	-536	-6 884	-7 101
Résultat avant impôt	9 416	-536	8 879	19 183
Charge d'impôt	-3 178	185	-2 993	-4 133
Quote-part de résultat net des entreprises associées	-76		-76	-82
Résultat net de l'exercice	6 162	-352	5 809	14 969

Résultat revenant aux actionnaires de la société	6 171		5 818	14 841
Résultat revenant aux intérêts minoritaires	-9		-9	128
Résultat par action (en euros)	0,11		0,10	0,25
Résultat net par action dilué (en euros)	0,05		0,04	0,11

Montants nets (en K€)	30/06/17 publié	IFRS 9	30/06/17 retraité	30/06/18 publié	IFRS 9	30/06/18 retraité	31/12/18
Immobilisations incorporelles							
Goodwills	1 866		1 866	1 866		1 866	1 866
Contrats joueurs	47 007		47 007	81 796		81 796	107 186
Autres immobilisations incorporelles	686		686	810		810	1 328
Immobilisations corporelles	414 963		414 963	399 436		399 436	392 909
Autres actifs financiers	2 727		2 727	3 219		3 219	3 357
Créances sur contrats joueurs (part à plus d'un an)	12 601		12 601	45 194		45 194	27 768
Participation dans les entreprises associées	489		489	338		338	248
Impôts différés	8 654	-1 666	6 988	5 728	-1 297	4 431	3 067
Actifs non courants	488 993	-1 666	487 327	538 387	-1 297	537 090	537 728
Stocks	1 892		1 892	2 154		2 154	3 529
Créances clients	43 898		43 898	19 581		19 581	32 598
Créances sur contrats joueurs (part à moins d'un an)	39 075		39 075	43 224		43 224	51 328
Autres actifs courants et comptes de régularisation	20 645		20 645	12 995		12 995	25 321
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 702		19 702	9 162		9 162	16 667
Actifs courants	125 212		125 212	87 116		87 116	129 443
TOTAL ACTIF	614 205	- 1 666	612 538	625 503	- 1 297	624 206	667 172

Montants nets (en K€)	30/06/17 publié	IFRS 9	30/06/17 retraité	30/06/18 publié	IFRS 9	30/06/18 retraité	31/12/18
Capital	88 418		88 418	88 423		88 423	88 428
Primes	123 397		123 397	123 397		123 397	123 396
Réserves	-108 208		-108 208	-103 092	3 696	-99 396	-92 377
Autres fonds propres	138 057		138 057	138 053		138 053	138 048
Résultat revenant aux actionnaires de la Société	4 672	3 696	8 368	8 028	-704	7 324	14 841
Capitaux propres part du groupe	246 336		250 032	254 809		257 801	272 336
Intérêts minoritaires	2 898		2 898	3 044		3 044	3 172
Total capitaux propres	249 234	3 696	252 930	257 853	2 992	260 845	275 508
Emprunt obligataire stade	49 692		49 692	49 848		49 848	49 931
Emprunt bancaire stade	115 743	-5 362	110 381	109 609	-4 289	105 320	103 043
Emprunts & dettes financières (part à + 1 an)	39 735		39 735	58 143		58 143	51 082
Dettes sur contrats joueurs (part à +1 an)	7 807		7 807	8 312		8 312	15 812
Autres passifs non courants	22 828		22 828	22 968		22 968	22 087
Provision pour engagement de retraite	1 494		1 494	1 733		1 733	1 710
Passifs non courants	237 299	- 5 362	231 937	250 613	- 4 289	246 324	243 664
Provisions (part à -1 an)	114		114	136		136	77
Dettes financières (part à -1 an)							
Découverts bancaires	1 436		1 436	402		402	289
Emprunt obligataire stade				35		35	1 339
Emprunt bancaire stade	7 338		7 338	7 854		7 854	7 650
Autres emprunts & dettes financières	5 162		5 162	5 282		5 282	5 299
Fournisseurs & comptes rattachés	29 712		29 712	24 273		24 273	23 693
Dettes fiscales et sociales	38 386		38 386	38 850		38 850	45 369
Dettes sur contrats joueurs (part à -1an)	18 678		18 678	31 499		31 499	34 503
Autres passifs courants et comptes de régularisation	26 846		26 846	8 705		8 705	29 780
Passifs courants	127 672		127 672	117 037		117 037	147 999
TOTAL PASSIF	614 205	- 1 666	612 538	625 503	- 1 297	624 206	667 172

NOTE 2 : RECOURS À DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie définie et indéfinie, les impôts différés et les provisions. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation, sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent, ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Dans le cadre des comptes semestriels, les évaluations sont établies comme si la période intermédiaire était une période autonome. Les notes présentées ci-après rappellent les principes d'établissement de certains postes du bilan et du compte de résultat.

Il n'y a pas eu d'évolution sur le semestre des évolutions et incertitudes.

NOTE 3 : INFORMATON SECTORIELLE

Selon la norme IFRS 8, « Information sectorielle », un secteur opérationnel est une composante d'une entité qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir du chiffre d'affaires et d'encourir des charges :

- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ;
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

La Direction du Groupe n'a pas identifié de secteurs d'activité distincts significatifs au sens de cette norme. De ce fait, le Groupe diffuse une information, présentée en note 4.1, qui détaille le chiffre d'affaires par nature et activités, ainsi que le détail des cessions par contrat joueurs.

L'exploitation de l'actif du Groupama Stadium n'est pas analysée comme un secteur d'activité distinct car elle est indissociable des activités sportives développées autour de l'équipe professionnelle de football en raison notamment du dimensionnement des installations, de l'attractivité du lieu, des sources et de l'importance des revenus.

L'information sectorielle par secteur géographique ne s'applique pas, compte tenu de l'activité d'un club de football.

NOTE 4 : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Note 4.1 : Produits des activités

Reconnaissance des produits

En conformité avec l'application de la norme IFRS 15, le Groupe a adopté une typologie des ventes en adéquation avec les obligations de performance spécifique à chaque type de vente. La norme définit un modèle en cinq étapes pour la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients. La reconnaissance du chiffre d'affaires est liée à l'obligation de performance pour chaque type de vente.

Le chiffre d'affaires est enregistré et reconnu selon les modalités suivantes :

- Sponsoring :

Les modalités de contrats de sponsoring indiquent les montants à reconnaître au titre du semestre concerné.

- Les droits marketing et télévisuels :

-Ligue de Football Professionnel (LFP) (Ligue 1) et Fédération Française de Football (FFF)

L'obligation de performance correspond à la participation aux compétitions organisées. Le constat de sa réalisation est fait sur la base de l'avancement de la saison et des matchs joués.

-Les recettes de l'Union Européenne des Associations de Football (UEFA) / Champions League

Le fait générateur des recettes UEFA / Champions League est la participation du Club à cette compétition européenne. Les obligations de performance se réalisent selon le parcours sportif du Club au sein de cette compétition.

Conformément, à l'avis de la CNCC du 28 mars 2007, compatible avec les normes IFRS, les options retenues par le Groupe pour les arrêtés semestriels sont les suivantes :

Pour les droits fixes, ils sont retenus au prorata des matchs joués à la date de l'arrêté semestriel.

Pour les droits variables et autres recettes de sponsoring, ils sont comptabilisés sur la base d'une estimation du classement en fin de saison (au 31 décembre 2018, la société a retenu la place de 3^{ème} du championnat) au prorata des matchs joués.

- Les autres produits sont les revenus liés à la commercialisation de produits de merchandising, d'exploitations de licences et organisation, ainsi que les « signing fees ». Les signing fees sont constatés lorsqu'ils sont considérés comme acquis de manière ferme et irrévocable.

- Billetterie :

L'obligation de performance se réalise lorsque les matchs sont joués. Les abonnements vendus au titre de la saison à venir sont enregistrés en produits constatés d'avance.

- Les revenus Events se rapportent aux nouvelles activités complémentaires, développées depuis la mise en service du nouveau stade (concerts, événements sportifs hors football, accueil de conventions, séminaires BtoB et événements corporate visites du stade, etc...).

- Partenariats – publicité et produits de la marque :

Les obligations de performance liées aux prestations d'affichage, marketing et d'exploitation de licences sont reconnues au prorata temporis.

Les obligations de performance liées aux ventes de biens et services spécifiques (organisation d'événements, vente de produits dérivés...) se réalisent au transfert de la propriété des biens et à l'exécution des services.

Ventilation des produits d'activités

Ventilation des produits par nature d'activité

La ventilation des produits d'activités s'analyse comme suit :

(en K€)	1er semestre 2018/19	1er semestre 2017/18
Droits marketing et TV / LFP-FFF	24 762	25 909
Droits marketing et TV / UEFA	57 362	11 031
Billetterie	21 232	17 064
Partenariats- Publicité	15 268	14 022
Events	3 216	6 118
Produits de la marque (1)	8 496	8 805
Produits de cession des contrats joueurs (2)	38 070	64 641
Produits des activités	168 407	147 589

(1) Produits de la marque

(en K€)	1er semestre 2018/19	1er semestre 2017/18
Produits dérivés	5 644	5 978
Produits liés à l'image	1 088	1 092
Autres	1 764	1 735
Produits de la marque	8 496	8 805

(2) Produits de cession des contrats joueurs

Les produits de cessions des contrats joueurs sont enregistrés à la date d'homologation de la convention de mutation définitive. Au cas où l'homologation ne s'applique pas, c'est la date à laquelle la Ligue a été prévenue de la signature de la convention de mutation qui est retenue. Les compléments de prix éventuels sont comptabilisés lorsque la condition suspensive est réalisée. Si la condition suspensive n'est pas réalisée, le complément de prix figure en engagement hors bilan.

L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur la reconnaissance du chiffre d'affaires du Groupe OL.

(en K€)	1er semestre 2018/19	1er semestre 2017/18
MAMANNA Emanuel	-	14 220
LACAZETTE Alexandre	585	49 560
RYBUS Maciej	-	1 630
NKOULOU Nicolas	-	500
PLEA Alassan	4 950	
DARDER Sergi		300
DIAKHABY Mouctar	9	-
DIAZ Mariano	21 697	
NJIE Clinton		143
KOLODIJIECZAK Thimothée	-	77
RIOU Rémy	-	11
MAOLIDA Mizian	10 000	
BELFODIL Ishak (1)	99	(1 800)
GHEZZAL Rachid	665	-
REMY Loïc	49	-
BENZIA Yassine	16	-
Produits de cession des contrats joueurs	38 070	64 641

- (1) En raison du risque fort d'irrécouvrabilité de la créance auprès du club de Parme, qui a fait l'objet d'une liquidation, il a été décidé de renoncer à cette créance sur l'exercice précédent. Cette créance avait été entièrement provisionnée. Un avoir a été émis en conséquence.

Ventilation des produits des activités par société

(en K€)	1er semestre 2018/19	1er semestre 2017/18
Olympique Lyonnais Groupe et divers	192	229
Olympique Lyonnais SASU	166 822	145 398
OL Organisation	3	2
Association Olympique Lyonnais	1 389	1 960
Produits des activités	168 407	147 589

Note 4.2 : Créances clients et actifs liés aux contrats clients

Créances clients et actifs liés aux contrats clients

Les créances sont valorisées initialement à la juste valeur qui correspond le plus souvent à leur valeur nominale. Ces créances sont actualisées si elles ont une échéance supérieure à 6 mois. Le taux utilisé pour l'actualisation est le taux Euribor et/ou BTAN correspondant à l'échéance de la créance.

IFRS 9 requiert une comptabilisation des pertes de crédit attendues sur les créances commerciales. Le Groupe a effectué ainsi une revue de ses créances clients et de ses créances sur contrats joueurs fondée sur l'analyse des risques et de la probabilité de défaut des contreparties. Cette revue ne génère pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Les provisions sur les créances clients sont constatées pour tenir compte des pertes attendues, qui sont constatées selon le modèle suivant :

- Clients douteux (clients pour lesquels il existe un risque élevé de défaillance) : provision au cas par cas,
- Clients pour lesquels des indices de pertes de valeur ont été identifiés (retards règlement, litiges,...) : provision individuelle en cas de retard supérieur à 12 mois.
- Clients sans indices de pertes de valeur à la date de clôture : une provision pour pertes attendues est constatée au cas par cas, en tenant compte d'informations quantitatives et qualitatives (ex : informations sur le client, notation du client,...). En pratique, aucune provision n'a été constatée, la probabilité pour risques de défaut étant considérée comme non significative.

Les principaux clients (chiffre d'affaires > 10 % du total consolidé) sont la Ligue de Football Professionnel, et la régie commerciale Lagardère Sports.

Le détail s'analyse comme suit :

(en K€)	31/12/18	30/06/18
Créances clients	26 609	20 485
Actifs liés aux contrats clients (1)	6 959	0
Provisions clients	-970	-904
Créances clients et actifs sur contrats clients	32 598	19 581

(1) Correspond à la créance sur la LFP provisionnée dans les comptes au 31 décembre 2018 tenant compte du classement à date et qui n'est pas définitif.

(en K€)	31/12/18	30/06/18
Créances sur contrats joueurs	79 096	88 417
Provision sur contrats joueurs		
Créances contrats joueurs Nettes	79 096	88 417
dont part à moins d'un an	51 327	43 224
dont part à plus d'un an	27 769	45 193

Les créances sur contrats joueurs s'analysent comme suit :

(en K€)	31/12/18		30/06/18	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Créances sur cessions intervenues en 2015/2016	37		37	380
Créances sur cessions intervenues en 2016/2017			12 221	
Créances sur cessions intervenues en 2017/2018	35 706	19 001	30 966	44 813
Créances sur cessions intervenues en 2018/2019	15 584	8 768		
Total créances contrats joueurs brutes	51 327	27 769	43 224	45 193
		79 096		88 417

Le montant de ces créances contrats joueurs comprend principalement le solde des cessions intervenues en 2017/18 pour A. Lacazette de 15,7 M€, Geubbels pour 14,4 M€ et 9,6 M€ Pour Diakhaby et pour la cession intervenue en 2018/2019 pour M. Diaz de 14,6 M€.

L'impact de l'actualisation au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2018 des créances sur contrats joueurs est non significatif.

Note 4.3 : Stocks

Selon la norme IAS 2 - Stocks, le coût d'acquisition des stocks comprend le prix d'achat, les frais de transport, de manutention, et les autres coûts directement attribuables à l'acquisition des marchandises, moins les rabais commerciaux, remises, escomptes financiers.

Les stocks de marchandises sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré. Cette valeur est comparée à la valeur nette de réalisation (prix de vente estimé des produits). Le stock est évalué à la plus faible des deux valeurs. Le cas échéant, une provision est constatée pour les articles obsolètes, défectueux ou à rotation lente.

Les stocks d'OL Groupe proviennent de l'activité de la Business Unit Merchandising. Ces stocks sont uniquement composés de marchandises.

(en K€)	31/12/18	30/06/18
Stocks	3 671	2 290
Provisions stocks	-143	-136
Stocks nets	3 529	2 154

Note 4.4 : Autres actifs courants

Le détail des autres actifs courants et comptes de régularisation s'analyse comme suit :

(en K€)	31/12/18	30/06/18
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	8 470	5 481
Créances d'impôt	100	455
Autres créances fiscales	422	1 552
Créances sociales	68	20
Autres actifs courants (1)	13 133	3 778
Comptes de régularisations	3 129	1 709
Total autres actifs courants	25 321	12 995
Provisions sur autres actifs		
Montants nets autres actifs	25 321	12 995

(1) Dont 9,3 M€ relatifs aux droits TV Ligue des Champions.

Note 4.5 : Autres passifs courants

(en K€)	31/12/18	30/06/18
Fournisseurs	23 693	24 273
Dettes fiscales et sociales	45 369	38 850
<i>dont : Part à moins d'un an des dettes fiscales</i>	19 000	12 590
<i>dont : Dettes sociales</i>	26 369	26 260
Autres passifs courants et comptes de régularisation	29 779	8 705
<i>dont : Dettes sur immobilisations et autres dettes</i>	6 440	2 858
<i>dont : Produits constatés d'avance (1)</i>	23 339	5 847
Total passifs courants	98 842	71 828

(1) Les produits constatés d'avance sont relatifs aux recettes billetterie de la saison correspondant aux manifestations sportives organisées sur le second semestre de l'exercice pour 4 M€, aux redevances audiovisuelles françaises pour la quote-part du second semestre de l'exercice pour 6,8 M€.

NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL

Note 5.1 : Effectifs

L'effectif moyen se répartit dans les sociétés du Groupe comme suit :

	1er semestre 2018/19	1er semestre 2017/18
Olympique Lyonnais Groupe	98	73
Olympique Lyonnais SAS	152	151
OL Association	119	109
OL Organisation	71	70
Total	440	403

Note 5.2 : Charges de personnel

(en K€)	1er semestre 2018/19	1er semestre 2017/18
Masse salariale	-48 041	-43 532
Charges sociales	-16 709	-15 524
Total	-64 750	-59 056

Note 5.3 : Rémunérations de l'équipe de Direction

La rémunération de l'équipe de Direction s'élève à 1 149 K€ au 31 décembre 2018. Ce montant se décompose ainsi :

- Avantages à court terme (hors part patronale) :

- Au 31 décembre 2018, ils se montent à 1 149 K€ (dont 662 K€ de part fixe, 477 K€ de part variable, 10 K€ d'avantages en nature, c'est-à-dire une mise à disposition de véhicules pour les huit membres de l'équipe).
- Au 31 décembre 2017, ils s'élevaient à 820 K€ pour l'équipe de direction (sept membres).

Le Président-Directeur Général ne perçoit aucune rémunération de la Société OL Groupe à l'exception, le cas échéant, de jetons de présence.

Il est précisé que le Président-Directeur Général d'OL Groupe perçoit une rémunération au titre de ses activités professionnelles au sein de la société Holnest, holding d'animation et d'investissements.

Note 5.4 : Engagements de retraite

(en K€)	31/12/18	30/06/18
Valeur actualisée des engagements à l'ouverture	1 733	1 494
Coûts financiers	24	25
Coûts des services rendus dans l'exercice	-47	140
Prestations versées		-5
Amendement du régime		5
Valeur actualisée projetée des engagements à la clôture	1 710	1 659
Ecart actuariel de l'exercice		74
Valeur actualisée des engagements à la clôture	1 710	1 733

Les mouvements ont été constatés en tenant compte de l'extrapolation de l'engagement du 30 juin 2018 au 31 décembre 2018, à paramètres actuariels identiques, l'impact des écarts actuariels étant non significatifs sur le semestre.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Note 6.1 : Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique, détenu en vue de son utilisation, dont des avantages économiques futurs sont attendus par l'entreprise.

a) Goodwills

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à la norme IFRS 3. La norme IFRS 3 révisée - Regroupement d'entreprises, est appliquée pour les nouvelles acquisitions à compter du 1^{er} juillet 2009.

Lors de la première consolidation d'une société, ses actifs et passifs sont évalués à la juste valeur.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation globale à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en *goodwills*.

L'analyse des *goodwills* est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés, l'écart est immédiatement enregistré en résultat.

Selon la norme IFRS 3 - Regroupements d'entreprises et IAS 36 révisée, les *goodwills* ne sont pas amortis. S'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les *goodwills* font l'objet d'un test de dépréciation annuel conformément aux dispositions de la norme IAS 36 révisée (cf. ci-dessous pour la description des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur).

b) Contrats joueurs

Les contrats relatifs à l'acquisition de joueurs répondent à la définition d'une immobilisation incorporelle. Ils sont immobilisés pour leur coût d'acquisition actualisé si le différé de paiement est supérieur à 6 mois (le coût d'acquisition correspond à la valeur d'achat à laquelle s'ajoutent les frais accessoires et coûts directement attribuables). Le taux utilisé pour l'actualisation est le taux Euribor et/ou BTAN correspondant à l'échéance de la dette.

Le contrat est immobilisé à partir de la date à laquelle le Groupe considère effectif le transfert de propriété ainsi que le transfert des risques. Ces conditions sont jugées remplies à la date d'homologation du contrat ou à la signature de la convention de transfert s'il n'y a pas d'homologation.

Les contrats joueurs sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat initial (en général de 3 à 5 ans). En cas de signature d'un avenant, les frais externes y afférents sont immobilisés et l'amortissement est calculé sur la nouvelle durée résiduelle qui tient compte de la prolongation du contrat.

Les compléments de prix prévus au contrat intègrent, dans la plupart des cas, des conditions de réalisation. Ces compléments sont inscrits à l'actif lorsqu'il existe une forte probabilité de devoir les payer. Dans le cas contraire, les compléments sont mentionnés en engagements hors bilan et sont immobilisés lors de la réalisation des conditions.

Particularités de certains contrats

Certains contrats peuvent prévoir la rétrocession d'une partie de l'indemnité de transfert future. Cette rétrocession peut être versée au joueur cédé, à son agent ou au club d'origine du joueur. Lors du transfert, si ces rétrocessions sont versées au joueur, elles sont enregistrées en charges de personnel. Si elles sont versées à l'agent ou au club elles viennent diminuer le produit de cession des contrats joueurs.

Pour les contrats existants à la clôture, qui prévoient un montant fixe de rétrocession, il est mentionné en engagements hors bilan. Si ce montant se calcule en pourcentage de l'indemnité de mutation ou de la plus-value réalisée, aucun chiffre ne peut être fait.

Dépréciations des actifs non financiers liés aux actifs contrats joueurs

Les actifs à durée de vie définie, tels que les contrats joueurs, font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il apparaît des indices de pertes de valeur. Une dépréciation complémentaire (au-delà de l'amortissement comptabilisé) est alors constatée pour tenir compte de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable.

Les tests de dépréciation sont menés en prenant en compte notamment les trois étapes suivantes :

- Dans le cas d'une intention de cession du contrat joueur, le prix de cession estimé ou connu, net des frais de cession, est comparé à la valeur nette comptable du contrat ; une dépréciation peut alors éventuellement être constatée ;
- Dans le cas de la survenance d'un événement de nature à remettre en cause la durée d'utilité du contrat (fin de contrat anticipée du joueur, invalidité irréversible...), un amortissement accéléré prospectif peut alors être comptabilisé ;
- Détermination d'indices de perte de valeur à deux niveaux :

- Au niveau de l'équipe, sa valeur d'utilité est appréciée de façon globale en comparant les *cash-flows* actualisés du Club avec la valeur nette comptable de l'ensemble des contrats joueurs,
- Au niveau des joueurs dans cette équipe, afin d'identifier d'éventuels indices de perte de valeur (divers critères sont utilisés dont l'inscription du joueur sur les feuilles de match...).
- Les *cash-flows* utilisés pour élaborer ces tests sur les joueurs sont conformes à ceux utilisés dans le cadre du calcul des impôts différés actifs (cf. 9.2). Plusieurs scénarii ont été établis par la Direction, tenant compte d'hypothèses de participation à des compétitions européennes, à un classement en haut de tableau du championnat de Ligue 1 et à une poursuite du plan de cession de contrats joueurs. Il n'existe aucun scénario considéré comme raisonnablement probable susceptible de générer une dépréciation.

c) Droits télévisuels différés

Ils ont été évalués initialement à la juste valeur et ne sont pas amortis. Par la suite, à la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation est effectué.

d) Logiciels acquis

Ils font l'objet d'un amortissement sur une durée de 3 à 5 ans.

e) Dépréciation d'actifs non financiers

Selon la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles doit être testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur.

- Pour les actifs à durée de vie indéfinie qui ne sont pas amortis, ce test est effectué au minimum une fois par an (*goodwills* et droits télévisuels différés). Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles. Les *goodwills* portés à l'actif du bilan sont non significatifs.

Une dépréciation est constatée dès que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession et la valeur d'utilité.

- Les modalités retenues pour déterminer la valeur d'utilité des actifs reposent sur l'appréciation des flux de trésorerie futurs calculés selon la méthode « *Discounted Cash Flow* ». Cette estimation couvre une période de 5 ans.

Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est un taux après impôt, appliqué à des flux de trésorerie après impôt.

- Les actifs à durée de vie définie ont l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il apparaît des indices de pertes de valeur. Une dépréciation complémentaire (au-delà de l'amortissement comptabilisé) est alors constatée pour tenir compte de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable.

Goodwills

Les flux de la période s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/18	Augmentations	Diminutions	31/12/18
Olympique Lyonnais SASU	1 866			1 866
Total	1 866	0	0	1 866

Autres immobilisations incorporelles

Les flux de la période s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/18	Augmentations	Cessions	31/12/18
Concessions, Brevets et droits TV	1 683	689		2 372
Amort Concessions, Brevets	-873	-171		-1 044
Autres immobilisations incorporelles	810	518	0	1 328

Immobilisations incorporelles - Contrats joueurs

Contrats joueurs : flux de l'exercice

Les flux de l'exercice s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/18	Augmentations	Diminution par virement	Cession	31/12/18
Contrats joueurs	111 947	50 657		-11 443	151 161
Contrats joueurs en cours	550		-550		0
Amortissement contrats joueurs (1)	-30 701	-15 928		2 652	-43 976
Dépréciation contrats joueurs (2)	0				
Contrats joueurs	81 796	34 729	-550	-8 791	107 186

(1) L'analyse menée n'a pas conduit à réviser la durée d'utilité des contrats au 31 décembre 2018.

(2) Les tests de dépréciation effectués sur les contrats joueurs n'ont pas mis en évidence de dépréciation à constater sur la période. Aucune dépréciation n'avait été constatée à l'ouverture.

Valeur résiduelle des contrats joueurs

(en K€)	31/12/18	31/12/17
Diminutions de l'actif contrats joueurs	-7 153	-6 681
Contrats joueurs destinés à la vente		
Valeur résiduelle des contrats joueurs	-7 153	-6 681

La diminution de l'actif contrat joueurs est liée à la cession de M. Diaz sur le premier semestre 2018/2019.

(en K€)	Valeur nette au 31/12/18	Valeur nette au 30/06/18
Frais d'agents décaissés	7 261	10 393

Échéancier des contrats joueurs

L'échéancier (en valeur nette comptable) des contrats joueurs se présente comme suit :

(en K€)	Valeur nette au 31/12/18	Valeur nette au 30/06/18
Contrats à échéance 2018		0
Contrats à échéance 2019	810	1 634
Contrats à échéance 2020	3 957	11 071
Contrats à échéance 2021	24 335	22 288
Contrats à échéance 2022	36 947	46 803
Contrats à échéance 2023	41 138	
Total contrats joueurs	107 186	81 796

Note 6.2 : Immobilisations corporelles

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et coûts directement attribuables). Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

En application de la norme IAS 16, les constructions ont fait l'objet d'une approche par composants.

Le Groupe n'utilise pas la juste valeur pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non financiers, à l'exception des actifs destinés à être cédés.

Les amortissements pour dépréciation ont été calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation attendue par le Groupe :

- Constructions (dont baux emphytéotiques) 25 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions 3 à 10 ans
- Matériel informatique 3 ans et 4 ans
- Matériel de bureau 5 ans
- Mobilier de bureau 8 ans
- Matériel et outillage 5 ans
- Matériel de transport 3 à 5 ans

Les valeurs résiduelles sont considérées comme non significatives ou non déterminables de manière fiable.

Conformément à la norme IAS23 le coût des emprunts directement attribuable à leur construction est inclus dans le coût des immobilisations.

Les subventions d'investissement, et notamment celle de 20 M€ qui a été attribuée au cours de l'exercice clos au 30 juin 2012 dans le cadre du financement du nouveau stade, sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

b) Contrats de locations

Conformément à IAS 17, un contrat de location-financement a pour effet de transférer au preneur l'essentiel des avantages et des risques inhérents à la propriété d'un bien, que la propriété soit ou non finalement transférée.

L'appréciation d'un contrat est faite à partir des critères suivants :

- le transfert réel de la propriété du bien à terme,
- l'existence d'une option d'achat au terme à un prix suffisamment inférieur à la juste valeur,
- la durée du contrat couvrant la durée de vie économique,

- la valeur actualisée des paiements futurs supérieure ou égale à la quasi-totalité de la juste valeur,
- la spécificité des actifs loués les rendant impropres à un autre usage que celui fait par le preneur,
- en cas de résiliation, les pertes subies sont à la charge du preneur,
- les variations de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur,
- possibilité de renouveler la location à un prix sensiblement inférieur à la valeur du marché.

Les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement pour tous les contrats dont la valeur d'origine est significative.

Ce retraitement se traduit par :

- la constatation au bilan des immobilisations financées par crédit-bail ou location-financement et de l'endettement correspondant,
- la comptabilisation, en conséquence, des dotations aux amortissements sur ces immobilisations et des charges financières sur l'endettement correspondant, en lieu et place des redevances de crédit-bail et des charges de locations. La durée d'amortissement correspond à celle des biens de même nature acquis par la société.

Les contrats de location non qualifiés de location-financement sont des contrats de location simple et ils ne sont pas retraités à l'actif. Les charges de loyer sont maintenues en charges opérationnelles et réparties de manière linéaire sur la durée du contrat.

Les flux de la période s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/18	Augmentations	Diminutions	31/12/18
Constructions et aménagements (1)	429 169	2 582		431 751
En cours de construction Groupama Stadium (2)	2 861			2 861
En-cours Groupama OL Training Center	159	1 452	-1 213	398
En-cours Groupama OL Academy	172	1 179	-1 099	252
En-cours développements informatiques	364	456	-468	352
Matériels et équipements (3)	11 758	505	0	12 263
Montants bruts	444 483	6 174	-2 780	447 877
Constructions et aménagements (4)	-42 197	-9 342		-51 539
Matériels et mobiliers	-2 850	-579		-3 429
Amortissements	-45 048	-9 921	0	-54 969
Montants nets	399 436	-3 748	-2 780	392 909

(1) L'augmentation correspond aux travaux d'amélioration de la pelouse du centre d'entraînement pour +1 M€, du terrain d'honneur pour 0,8 M€ et musée pour 0,3 M€.

(2) L'encours lié au Groupama Stadium correspond principalement aux droits à bâtir non cédés.

(3) Le solde à la clôture intègre un montant de 1,7 M€ au titre des contrats de location-financement retraités selon IAS 17.

(4) Amortissements : dont 10 M€ d'amortissement associé aux contrats de location-financement retraités selon IAS 17.

Note 6.3 : Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

6.3.1 : Engagements liés aux joueurs

Engagements données liés aux joueurs

(en K€)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/18	30/06/18
Engagements conditionnés pris envers des clubs liés aux acquisitions de contrats joueurs (1)	11 550	11 300		22 850	27 300
Engagements conditionnés pris envers des agents liés aux contrats joueurs (2)	4 480	2 404		6 884	2 473
Engagements conditionnés pris envers les joueurs et staff dans le cadre des contrats joueurs (3)	3 907	12 721		16 628	16 768
Total	19 937	26 425	0	46 362	46 541

- (1) Les engagements pris envers des clubs dans le cadre des contrats joueurs correspondent principalement à des compléments d'indemnités de mutation à verser dans le futur. Ces engagements sont généralement conditionnés par la présence des joueurs au sein de l'effectif du Club, et par l'atteinte de performances sportives précises.
- (2) Les engagements pris dans le cadre des contrats joueurs envers des agents sont généralement conditionnés par la présence des joueurs au sein de l'effectif du Club, et concernent uniquement les agents de joueurs ne figurant pas à l'actif du bilan.
- (3) Les engagements pris dans le cadre des contrats de travail avec les joueurs et le staff sont généralement conditionnés par la présence des joueurs au sein de l'effectif du Club, et par l'atteinte de performances sportives précises. Ils correspondent à un montant maximum engagé, sous hypothèse de la réalisation de toutes les conditions afférentes.

Les joueurs faisant l'objet d'un prêt avec option d'achat réintégreront l'effectif en cas de non-levée de cette option en fin de prêt.

Dans le cadre de l'acquisition de contrats joueurs, des engagements calculés sur la base d'un pourcentage de montant de l'éventuelle cession ultérieure de ces contrats ont été pris vis-à-vis de certains clubs ou joueurs (cf. note 6.1).

Il n'y a pas de caution bancaire en garantie de dette sur contrats joueurs au 31 décembre 2018.

6.3.2 : Engagements liés au Groupama Stadium

Engagements liés au refinancement de la quasi-totalité des dettes bancaires et obligataires du Groupe signé le 30/06/2017

Dans le cadre du refinancement de la quasi-totalité des dettes bancaires et obligataires, il a été décidé à compter de la date de signature (soit le 30 juin 2017), la mise en place des engagements suivants :

- Engagements donnés par certains membres du Groupe représentés par des sûretés réelles pour un montant total maximum de 271,5 M€ correspondant à l'ensemble de la dette contractée.
- Engagements donnés par certains membres du Groupe représentés par des engagements de signature pour un montant total maximum de 260 M€ (substitutifs et non cumulatifs avec les engagements garantis par des sûretés réelles ci-dessus).

Covenants

Le Groupe doit maintenir trois types de ratios applicables à l'ensemble des instruments de dettes souscrits dans le cadre du refinancement global des dettes du groupe (incluant les dettes bancaires et obligataires long terme). Pour plus de détails se référer à la Note 11.4. Refinancement de la quasi-totalité des dettes bancaires et obligataires au 30 juin 2017.

Engagements liés au financement de la construction du Groupama OL Training Center et de l'OL Academy

Le Groupe a finalisé lors de l'exercice 2016/2017 la construction du Centre d'Entraînement professionnel masculin et féminin sur le site de Décines (inauguré le 10 octobre 2016) et du Centre de Formation à Meyzieu (inauguré le 27/10/2016).

Dans ce cadre, OL Groupe et OL Association ont signé le 12 juin 2015 un contrat de crédit d'un montant global de 14 M€ avec Groupama Banque (devenu Orange Bank début 2017). Ce crédit bancaire, d'une durée de 10 ans, a été affecté au financement partiel des nouveaux Centre d'Entraînement et Centre de Formation, qui ont représenté un investissement total de l'ordre de 30 M€. Ces 30 M€ ont été financés par (i) le crédit bancaire Groupama, (ii) deux contrats de location-financement pour 3,6 M€ et (iii) une subvention de 1,3 M€ (Conseil Régional). Le solde a été financé sur les fonds propres d'OL Groupe.

Le Groupe a par ailleurs contracté les engagements suivants dans le cadre de la construction du Centre de Formation et d'Entraînement :

Hypothèque sur le Centre de Formation pour 14 M€ (échéance à plus de 5 ans),

Cession des créances de *namings* Groupama Rhône-Alpes Auvergne et de partenariat OLA : le montant opposable au 31 décembre 2018 est de 6,1 M€.

6.3.3 : Autres engagements

Autres engagements reçus

(en K€)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/18	30/06/18
Autres garanties solidaires	366				382

Engagements reçus liés aux joueurs

(en K€)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/18	30/06/18
Engagements liés aux cessions de contrats joueurs sous conditions suspensives (1)	10 525	7 525		18 050	19 050
Total	10 525	7 525	0	18 050	19 050

(1) Les engagements liés aux cessions de contrats joueurs, pour un montant de 10,5 M€, incluent les engagements pris dans le cadre de contrats de transfert prévoyant la rétrocession conditionnée après le transfert de sommes versées au Club en cas de réalisation de performances.

Autres engagements donnés

(en K€)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/18	30/06/18
Loyers et prestations de services à payer	12 003	36 027	72 486	120 516	121 091
Autres engagements donnés	5 599	7 078	4 217	16 894	16 310
Total	17 602	43 105	76 703	137 410	137 401

Les engagements donnés correspondent à des engagements et/ou cautions donnés dans le cadre de contrats de prestations de services.

NOTE 7 : AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée notamment chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

Il s'agit principalement de provisions pour litiges. Les provisions et notamment les provisions relatives aux litiges prud'homaux, sont évaluées selon la meilleure estimation de la Direction, en fonction du risque attendu et estimé en lien avec les conseils du Groupe.

Note 7.1 : Provisions

(en K€)	30/06/18	Augmentations	Diminutions		31/12/18
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour litiges et contentieux	128	45	-105		69
Provisions pour autres risques	8				8
Total	136	45	-105	0	77

Les provisions sont à moins d'un an.

Note 7.2 : Autres passifs éventuels

Le Groupe n'a pas identifié de passif éventuel au 31 décembre 2018.

Note 7.3 : Dotations aux amortissements et provisions nettes

(en K€)	1er semestre 2018/2019	1er semestre 2017/2018
Dotations sur actif immobilisé corporel et incorporel	-9 846	-9 323
Dotations nettes pour indemnités de départ à la retraite		-140
Dotations nettes aux autres provisions pour risques	106	-59
Dotations sur provisions nettes sur actif circulant	-72	-18
Dotations exceptionnelles sur provisions sur immobilisations	0	-1 465
Dotations sur actif immobilisé : contrats joueurs	-15 928	-12 360
Dotations aux provisions sur contrats joueurs		1 800
TOTAL	-25 738	-21 566

NOTE 8 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Note 8.1 : Actifs financiers non courants

Le Groupe classe ses actifs financiers non courants selon les catégories suivantes : Participations et créances rattachées - Autres actifs financiers (essentiellement SICAV nanties, subvention, dépôt et cautionnement, et retenues de garanties) ainsi que les créances contrats joueurs et les créances d'impôt à plus d'un an.

Les flux de la période s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/18	Augmentations	Diminutions	31/12/18
Autres actifs financiers	3 219	167	-28	3 357
Montants bruts	3 219	167	-28	3 357
Dépréciations				
Montants nets	3 219	167	-28	3 357

Le poste est constitué principalement des placements liés à l'effort de construction.

Note 8.2 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

Détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

Elle comprend les liquidités et les comptes courants bancaires.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées et comptabilisées à la juste valeur par référence au dernier cours de l'exercice. Les placements sont réalisés dans des SICAV en € qualifiées de monétaires ou placements à capital garanti.

Dans le cas de SICAV nanties, ces valeurs sont reclassées en autres actifs financiers (courants et non courants). Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

(en K€)	31/12/18	30/06/18
Disponibilités	16 667	9 162
Total	16 667	9 162

Note 8.3 : Dettes financières courantes et non courantes

a) Dettes financières non courantes

Les emprunts sont classés en passifs non courants, sauf quand leur échéance est inférieure à 12 mois, auquel cas ils sont classés en passifs courants. Tous les contrats supportent intérêts.

Les dettes sont comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b) Détail des passifs financiers et autres passifs non courants

Les dettes financières courantes et non courantes ainsi que les passifs non courants sont détaillés comme suit :

(en K€)	31/12/18	30/06/18 (1)
Dettes financières courantes	14 578	13 574
<i>hors financement stade</i>	2 591	2 730
<i>liées au financement stade</i>	11 987	10 844
Dettes non courantes	226 143	236 279
<i>Dettes financières- hors financement stade</i>	<i>47 820</i>	<i>53 357</i>
<i>Dettes financières liées au financement stade</i>	<i>156 236</i>	<i>159 954</i>
<i>dont LT</i>	<i>103 043</i>	<i>105 320</i>
<i>dont Obligataire stade</i>	<i>49 931</i>	<i>49 848</i>
<i>dont Autres</i>	<i>3 262</i>	<i>4 786</i>
Autres passifs non courants	22 087	22 968
<i>dont PCA subvention CNDP</i>	<i>17 712</i>	<i>17 958</i>
<i>dont Swap emprunt LT</i>	<i>1 707</i>	<i>2 134</i>
<i>dont PCA subventions OL Academy et Musée</i>	<i>2 668</i>	<i>2 876</i>
Total	240 720	249 852

(1) Le montant de l'emprunt LT a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 30 juin 2018 publiés en octobre 2018, pour tenir compte des incidences liées à l'application d'IFRS 9.

c) Échéances des dettes

(en K€)	31/12/18	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Dettes financières- hors financement stade	50 411	2 591	45 294	2 525
Dettes financières liées au financement stade	168 223	11 987	32 352	123 884
Autres passifs non courants	22 087	-	5 384	16 704
Total 1	240 720	14 577	83 030	143 113
Total 2	240 720	14 577	226 143	

(en K€)	30/06/18	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Dettes financières- hors financement stade	56 088	2 730	7 369	45 988
Dettes financières liées au financement stade	170 798	10 570	33 579	126 648
Autres passifs non courants	22 968	-	5 811	17 157
Total 1	249 852	13 300	46 758	189 793
Total 2	249 852	13 300	236 552	

Les **dettes financières à moins d'un an** au 31 décembre 2018 correspondent principalement à :

- L'emprunt LT pour un montant de 8,1 M€ (7,7 M€ net de frais) ; La composante emprunt financier des contrats de location-financement retraités selon IAS 17 pour 3,5 M€ ;
- Aux intérêts courus relatifs à la dette obligataire 1,3 M€ ;
- L'emprunt relatif à la construction de l'OL Academy pour 0,3 M€ et du Groupama OL Training Center pour 0,9 M€ ;
- La part à moins d'un an de l'emprunt souscrit par OL Groupe auprès de BPI au cours de l'exercice 2013/14 d'un montant nominal de 3 M€, d'une maturité de 7 ans, pour 0,6 M€.

Les **dettes financières de 1 à 5 ans** correspondent notamment :

- L'emprunt LT pour un montant de 32,6 M€ (29,1 M€ net de frais) ;
- Des lignes de crédits bancaires contractées par l'Olympique Lyonnais SASU pour 40,5 M€ tirage à date du RCF (soit 38,6 M€ net de frais) ;

- La composante emprunt financier des contrats de location-financement retraités selon IAS 17 pour 4,7 M€ ;
- La part de l'emprunt relative à la construction de l'OL Academy pour 1,4 M€ et du Groupama OL Training Center pour 3,2 M€, net des frais de mise en place.
- La part à moins d'un an de l'emprunt souscrit par OL Groupe auprès de BPI au cours de l'exercice 2013/14 d'un montant nominal de 3 M€, d'une maturité de 7 ans, pour 0,6 M€.

Les **dettes financières à plus de 5 ans** comprennent :

- L'emprunt LT pour un montant de 83 M€ (73,9 M€ net de frais)
- La dette obligataire pour 51 M€ soit 49,9 M€ net de frais ;
- La part de l'emprunt relative à la construction de l'OL Academy pour 0,7 M€ et du Groupama OL Training Center pour 1,5 M€, net des frais de mise en place.

Synthèse (rapprochement avec note 8.5)

-Emprunt obligataire 51,2 M€

-Emprunt LT 110,7 M€ pour le Groupama Stadium retraité de l'application de la norme IFRS 9.

-Emprunt contrat de location financement 8,6 M€ dont 6,2 M€ pour le Groupama Stadium, dont 1,8 M€ en autres dettes financières non courantes et 0,5 M€ en autres dettes financières courantes.

-Emprunt construction OL Academy et OL Training Center pour 8 M€ dont 6,9 M€ en autres dettes financières non courantes et 1,1 M€ en autres dettes financières courantes.

-Emprunt BPI 1,2 M€ dont 0,6 M€ en autres dettes financières non courantes et 0,6 M€ en autres dettes financières courantes.

Les **passifs non courants** sont essentiellement constitués :

- Du produit constaté d'avance long terme comptabilisé au titre de la subvention d'investissement CNDS pour 17,7 M€ au 31 décembre 2018 (17,9 M€ au 30 juin 2018).

Pour rappel : Les subventions d'investissement, et notamment celle de 20 M€ qui a été attribuée au cours de l'exercice clos au 30 juin 2012 dans le cadre du financement du Groupama Stadium, sont comptabilisées en produits constatés d'avance. Ces produits sont repris en résultat selon le plan d'amortissement du bien financé, à partir de la date d'exploitation du bien considéré.

- De la comptabilisation de la juste valeur des instruments de couverture de taux sur le crédit LT du Groupama Stadium pour un montant brut de 1,7 M€ (contre 2,1 M€ au 30 juin 2018).

Au 31 décembre 2018, le montant des dettes financières au bilan soumis à des taux variables s'élève à 161 M€ (168,8 M€ au 30 juin 2018) (principalement tirages dans le cadre du RCF, emprunt LT, emprunts à taux variables et découverts), alors que le montant des dettes financières soumis à taux fixe s'élève à 70,2 M€ (62 M€ au 30 juin 2018) (note 11.4).

d) Caution bancaire en garantie

Au 31 décembre 2018, il n'existe pas de caution bancaire non liée aux contrats joueurs.

e) Retraitements des contrats de location

L'échéancier des dettes liées au retraitement des contrats de location selon IAS 17 (hors intérêts non courus) est le suivant :

(en K€)	31/12/18	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts constatés sur location financement	8 593	3 539	4 754	300
Total	8 593	3 539	4 754	300

(en K€)	30/06/18	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts constatés sur location financement	10 339	3 489	6 457	393
Total	10 339	3 489	6 457	393

Passifs financiers non actualisés

L'échéancier des passifs financiers non actualisés comprenant les intérêts non courus à taux fixes (en flux attendus, donc sans distinguer la composante capitaux propres, le cas échéant intègre les dettes financières et se décompose comme suit :

(en K€) 31/12/18	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Emprunt obligataire stade			51 000
Emprunt LT stade (1)	8 162	32 648	83 000
Ligne de crédit long terme et emprunts bancaires	1 806	5 575	2 312
Ligne de crédit (1)		40 500	
Total	9 968	78 723	136 312

(1) Les en-cours ne comprennent pas les intérêts car ces dettes sont à taux variables.

f) Échéances des dettes financières liées aux contrats joueurs

(en K€)	31/12/18	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Dettes sur contrats joueurs	50 315	34 504	15 812	-

(en K€)	30/06/18	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Dettes sur contrats joueurs	39 811	31 499	8 312	-

g) Dettes sur acquisitions

(en K€)	31/12/18		30/06/18	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Dettes sur acquisitions intervenues en 2014/2015				
Dettes sur acquisitions intervenues en 2015/2016	300		784	300
Dettes sur acquisitions intervenues en 2016/2017	5 731		7 089	
Dettes sur acquisitions intervenues en 2017/2018	8 346	2 670	23 626	8 012
Dettes sur acquisitions intervenues en 2018/2019	20 126	13 142		
Total dettes contrats joueurs	34 503	15 812	31 499	8 312
	50 315		39 811	

Note 8.4 : Juste valeur des instruments financiers

Instruments de couverture

Afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt sur le crédit « mini-perm » initial, la Foncière du Montout avait souscrit un programme de couverture à départ différé via la conclusion de contrat d'échange de taux d'intérêt (swaps) ainsi que des contrats de garantie de taux de plafond (CAP), négociés de gré à gré avec des contreparties bancaires de premier plan.

Celui-ci a été maintenu en couverture du nouveau crédit bancaire long terme mis en place dans le cadre du refinancement de la quasi-totalité des dettes bancaires et obligataires au 30 juin 2017.

Ces instruments ayant été qualifiés d'instruments de couverture de flux futurs en totalité, les variations de juste valeur sont constatées à la clôture en autres éléments du résultat global, et recyclées en résultat de manière symétrique aux flux de l'opération couverte.

Juste valeur des instruments financiers

Le Groupe ne dispose que d'actifs (valeurs mobilières de placement) de niveau 1 (prix cotés sur un marché actif). Le niveau 2 (juste valeur déterminée à partir de données observables) concerne les contrats SWAP et contrats d'emprunt, et le niveau 3 (juste valeur déterminée à partir de données non observables sur un marché) n'est pas applicable sur les exercices présentés.

L'analyse effectuée conformément à la norme IFRS 13 n'a pas mis en évidence d'ajustements à appliquer au titre du risque de contrepartie (risque de non recouvrement des actifs financiers), ou au risque de crédit propre (risque lié aux passifs financiers).

La ventilation des actifs et passifs financiers selon les catégories « extracomptables » prévues par la norme IFRS 9 et la comparaison entre les valeurs comptables et les justes valeurs sont données dans le tableau ci-dessous (hors créances et dettes fiscales et sociales).

(en K€)	Niveau d'appréciation de la juste valeur	Actifs à la juste valeur par le résultat	Couverture de flux futurs	Créances et dettes, emprunts, au coût amorti	Valeur nette au 31/12/18	Juste valeur au 31/12/18
Créances sur contrats joueurs				79 096	79 096	79 096
Autres actifs financiers non courants				3 357	3 357	3 357
Clients				32 598	32 598	32 598
Autres actifs courants				13 133	13 133	13 133
Disponibilités	1	16 667			16 667	16 667
Actifs financiers		16 667	-	128 184	144 851	144 851
Emprunt obligataire stade	2			51 270	51 270	51 270
Emprunt LT stade	2			110 693	110 693	110 693
Autres dettes financières				56 670	56 670	56 670
Dettes sur contrats joueurs				50 315	50 315	50 315
Fournisseurs				23 693	23 693	23 693
Autres passifs non courants (1)	2		1 707		1 707	1 707
Autres passifs courants (2)				6 440	6 440	6 440
Passifs financiers		-	1 707	299 081	300 788	300 788

(1) Correspond à la juste valeur market to market des instruments de couverture mis en place depuis l'exercice du 30 juin 2015 dans le cadre du crédit bancaire principal sur le projet nouveau stade (cf. note 11).

(2) Hors créances et dettes fiscales et sociales et comptes de régularisation.

Note 8.5 : Endettement financier net de trésorerie

L'endettement financier net de trésorerie (ou trésorerie nette d'endettement selon le cas) comprend les dettes financières, la trésorerie et équivalent de trésorerie, ainsi que les dettes et créances sur contrats joueurs. L'endettement financier net s'élève à -173 186 K€ au 31 décembre 2018 (-169 117 K€ au 30 juin 2018 retraité de l'impact IFRS 9).

(en K€)	31/12/18 Total consolidé	30/06/18 Total consolidé
Disponibilités et CRSD	16 667	9 162
Découverts	-289	-402
Trésorerie du tableau de flux de trésorerie	16 378	8 760
Emprunt obligataire stade	-51 270	-49 883
Emprunt stade	-110 693	-113 174
Dettes financières non courantes	-51 082	-58 143
Dettes financières courantes autres	-5 299	-5 282
Endettement net de trésorerie globale	-201 966	-217 723
Créances sur contrat joueurs courantes	51 327	43 224
Créances sur contrat joueurs non courantes	27 769	45 193
Dettes sur contrats joueurs courantes	-34 504	-31 499
Dettes sur contrats joueurs non courantes	-15 812	-8 312
Endettement net de trésorerie, y compris créances et dettes joueurs	-173 186	-169 117

Le montant de l'emprunt stade a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 30 juin 2018 publiés en octobre 2018 pour tenir compte des incidences liées à l'application d'IFRS 9.

Note 8.6 : Résultat financier

(en K€)	1er semestre 2018/19	1er semestre 2017/18 retraité
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		-
Intérêts sur les lignes de crédits	-6 476	-6 454
Résultat de couverture de taux	-538	-552
Produits et charges d'actualisation des contrats joueurs		
Coût de l'endettement financier net	-7 014	-7 006
Dotations aux provisions nettes de reprises financières		-
Autres produits et charges financières	-87	122
Autres produits et charges financiers	-87	122
Résultat financier	-7 101	-6 884

Le montant des intérêts sur les lignes de crédits a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 publiés en février 2018 pour tenir compte des incidences liées à l'application d'IFRS 9.

Il est rappelé que les OSRANE ne génèrent pas de charges financières, le coupon étant rémunéré sous forme d'actions OL Groupe, livrées au moment du remboursement.

Note 8.7 : Engagements liés au financement de l'exploitation du Groupe

Lignes de crédit, engagements de cautions et covenants

Ligne RCF de 73 M€

OL Groupe dispose de moyens de financement par l'intermédiaire d'une ligne RCF (Revolving Credit Facility) syndiquée portée sa filiale OL SAS, conclue dans le cadre du refinancement des dettes globales du groupe et signée avec les partenaires bancaires le 28 juin 2017.

Cette ligne porte intérêt à un taux correspondant à l'Euribor de l'échéance du tirage + une marge négociée, et comporte des engagements usuels à ce type de contrats au travers d'un package de sureté globale affecté à l'ensemble des dettes courts et longs termes (260 M€).

(en K€)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/18	30/06/18
Conventions bancaires, montant disponible		73 000		73 000	73 000
Dont utilisés sous forme de tirages		40 500		40 500	45 000

Covenants

- Le Groupe doit maintenir les 3 types de ratios financiers applicables à l'ensemble des instruments de dettes souscrits dans le cadre du refinancement global des dettes du groupe (incluant le RCF) (cf. note 11.4).

Autres engagements donnés dans le cadre du financement du Groupe

Emprunt bancaire de 3 M€

Dans le cadre du financement de ses activités, OL Groupe a contracté auprès de l'établissement financier BPI, au cours de l'exercice 2013/2014, un emprunt d'un montant nominal de 3 M€, d'une maturité de 7 ans, et dont la première échéance de remboursement est intervenue au 01 juillet 2016. Cet emprunt est assorti d'une retenue de garantie de 150 K€.

NOTE 9 : IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Note 9.1 : Ventilation de l'impôt et preuve d'impôts

Ventilation de l'impôt

(en K€)	1er semestre 2018/19	1er semestre 2017/18 retraité
Impôt exigible	-2 855	-560
Impositions différées	-1 278	-2 433
Impôt sur les bénéfices	-4 133	-2 993

Le montant de l'imposition différée a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 publiés en février 2018 pour tenir compte des incidences liées à l'application d'IFRS 9.

Preuve d'impôt

(en K€)	1er semestre 2018/19	%	1er semestre 2017/18 retraité	%
Résultat brut avant impôts	19 183		8 879	
Impôt au taux de droit commun	-6 605	-34,43%	-3 057	-34,43%
Effet des différences permanentes	-1 131	-5,90%	-900	-10,14%
Crédits d'impôts	181	0,94%	257	2,89%
Effet taux	25	0,13%	-480	-5,41%
Reports déficitaires consommés	3 397	17,71%	1 186	13,36%
Divers			0	0,00%
Impôt sur les bénéfices	-4 132	-21,54%	-2 993	-33,71%

Le montant du résultat brut avant impôts a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 publiés en février 2018 pour tenir compte des incidences liées à l'application d'IFRS 9.

Note 9.2 : Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés correspondant aux différences temporaires existant entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable à l'exception des *goodwills*.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur recouvrabilité future apparaît probable. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au sein d'une même entité fiscale : société, groupe fiscal. Les impôts différés, calculés sur des éléments imputés en autres éléments du résultat global, sont comptabilisés en capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés en non courants.

Les impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables sont comptabilisés lorsqu'il est probable qu'ils pourront être imputés sur des résultats futurs ou des impôts différés passifs, ou en tenant compte d'opportunités fiscales. Les résultats futurs sont pris en compte sur la base des prévisions les plus récentes établies par la Direction, dans la limite de 5 années.

Ils tiennent compte des modifications du mécanisme de report en avant des déficits mis en place par la Loi de Finance pour 2013.

Les prévisions de résultat ont été établies selon les mêmes principes que ceux énoncés au niveau des tests de dépréciation en notes 4.3, 6.1 et 6.2.

La ventilation des impôts différés actifs et passifs par nature s'analyse comme suit :

(en K€)	30/06/18	Impacts résultat	Impacts réserves	31/12/18
Impôts différés sur déficits	744	-744		0
Impôts différés liés aux contrats joueurs	-1 989	-1 818		-3 807
Autres impôts différés actifs (1)	5 676	1 284	-86	6 874
Impôts différés actifs	4 431	-1 278	-86	3 067
Impôts différés passifs	0			0
Montants nets	4 431	-1 278	-86	3 067

Le total des actifs d'impôts différés non comptabilisés s'élève au 31 décembre 2018 à 25,1 M€ (calculés au taux de 34,43%).

- (1) Les impôts différés constatés directement en autres éléments du résultat global sont liés à la comptabilisation de l'impact market to market des instruments de couverture mis en place sur les financements du projet Groupama Stadium, ainsi qu'aux écarts actuariels sur les indemnités de départ en retraite. Le solde est principalement composé de la différence temporaire liée à l'annulation dans les comptes consolidés du produit de subvention d'investissement liée à la construction du Groupama Stadium de 20 M€ comptabilisé dans Olympique Lyonnais SASU (impact de 4,6 M€ au 31 décembre 2018 et de 4,9 M€ au 30 juin 2018).

NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES

Le tableau de variations des capitaux propres est présenté dans la première partie : États financiers.

Note 10.1 : Capital social

Le capital social est composé d'actions ordinaires et a évolué ainsi que détaillé ci-dessous.

La Société n'est soumise à aucune exigence réglementaire en matière de capital. Certains ratios financiers demandés par les banques peuvent prendre en compte les fonds propres. La Direction de la Société n'a pas défini de politique et de gestion spécifique du capital. La Société privilégie à ce jour le financement de son développement par fonds propres et endettement externe.

La Société inclut, pour le suivi de ses capitaux propres, l'ensemble des composantes de capitaux propres et n'assimile pas de passifs financiers à des fonds propres (cf. note 8.3).

Au 31 décembre 2018, le capital d'OL Groupe est constitué de 58 176 397 actions de valeur nominale égale à 1,52 €, soit un total de 88 428 123 €.

Pour rappel, au 30 juin 2018, le capital d'OL Groupe était constitué de 58 172 871 actions de valeur nominale égale à 1,52 €, soit un total de 88 422 764 €.

(en K€)	31/12/18	30/06/18
Nombre d'actions	58 176 397	58 172 871
Valeur nominale en €	1,52	1,52
Capital social	88 428	88 423

	Nombre d'actions	Nominal en euros	Capital en K€	Primes
Au 30/06/18	58 172 871	1,52	88 423	123 397
Mouvements	3 526	1,52	5	(1)
Au 31/12/18	58 176 397	1,52	88 428	123 396

Les mouvements correspondent à l'augmentation de capital pour 3 526 actions sont liés aux remboursements d'OSRANE sur la période.

Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire.

Titres d'autocontrôle

Le Groupe met en œuvre une politique de rachat de ses propres actions conformément au mandat donné au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale des actionnaires. Le programme de rachat d'actions a pour principal objectif l'animation du titre Olympique Lyonnais Groupe dans le cadre d'un contrat de liquidité. Ce contrat comprend des titres OL Groupe, des placements en SICAV et des disponibilités.

Les titres auto-détenus dans le cadre du contrat sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition.

Les sommes correspondantes aux espèces et autres titres compris dans le contrat de liquidité sont enregistrées en autres actifs financiers. Les produits et charges liés aux titres d'auto-contrôle (résultat de cession, dépréciation...) ne transitent pas par le compte de résultat, mais sont directement imputés sur les capitaux propres pour leur montant net d'impôt.

Réserves sociales d'OL Groupe SA

Elles sont ventilées comme suit :

(en K€)	31/12/18	30/06/18 retraité
Réserves légales	2 601	2 294
Réserves réglementées	37	37
Autres réserves	130	130
Report à nouveau	34 571	28 737
Total réserves sociales	37 339	31 199
Autres réserves Groupe	-129 716	-130 595
Total réserves	-92 377	-99 396

Le montant des autres réserves Groupe a été modifié par rapport à celui présenté dans les comptes consolidés au 30 juin 2018 publiés en octobre 2018 pour tenir compte des incidences liées à l'application d'IFRS 9.

Autres fonds propres

Le poste « Autres fonds propres » est composé des éléments suivants :

(en K€)	31/12/18	30/06/18
OSRANE (1)	138 048	138 053
Total autres fonds propres	138 048	138 053

Le solde est présenté ici après les quelques remboursements déjà observés au cours des exercices précédents et sur ce premier semestre.

Obligations OSRANE

- Dans le cadre du financement du projet du Groupama Stadium par fonds propres l'Olympique Lyonnais Groupe a réalisé, le 27 août 2013 une émission de 802 502 OSRANE (Obligations Subordonnées Remboursables en Actions Nouvelles ou Existantes d'une valeur nominale unitaire de 100 € à échéance du 1^{er} juillet 2023 soit 80 250 200 €. Au terme de l'opération, ICMI et Pathé, principaux actionnaires de la Société, ont souscrit respectivement à un nombre total de 328 053 obligations et 421 782 obligations. Le produit net de l'émission des obligations s'élevait à environ 78,1 M€ net de frais et a été

présenté en « Autres fonds propres » dans les comptes consolidés.

- L'amortissement initial des obligations est prévu en totalité le 1^{er} juillet 2023 par remboursement en actions d'OL Groupe. Des conditions de remboursement anticipé au gré de la Société et/ou des titulaires des obligations sont également prévues. A la date de l'émission chaque obligation d'une valeur nominale de 100 € devait être remboursée par la remise de 45 actions nouvelles ou existantes de la Société. La rémunération des obligations (« coupon ») se fait exclusivement sous forme de remise d'actions OL Groupe, dont le nombre varie en fonction de la date de remboursement. Initialement (et jusqu'à l'augmentation de capital réalisée en juin 2015), le coupon était de 2 actions OL Groupe par année (soit 20 actions de rémunération à l'échéance au maximum), le versement de la rémunération étant réalisé intégralement à la date de dénouement.

Le prix d'émission de l'OSRANE a été affecté en totalité en capitaux propres, car le dénouement de l'OSRANE (capital et intérêts) sera effectué uniquement par l'émission (ou à titre tout à fait marginal par l'attribution) d'un nombre fixe d'actions, dont le montant dépendra de la date à laquelle les souscripteurs demanderont le remboursement, celui-ci pouvant intervenir à tout moment pendant la durée de l'OSRANE à leur initiative.

Les intérêts étant remboursés uniquement en actions (dont le nombre dépendra de la date de remboursement, cf. supra) n'auront aucun impact sur les capitaux propres, après l'émission de l'OSRANE (en effet, les coupons donneront lieu à un nombre d'actions supérieur, sans impact sur les capitaux propres consolidés).

Du fait de l'augmentation de capital intervenue en 2015, le ratio de remboursement a évolué. A l'échéance (1^{er} juillet 2023), chaque obligation d'une valeur nominale de 100 € sera désormais remboursée par la remise de 63,231 actions nouvelles ou existantes de la Société. Les conditions initiales de remboursement anticipé au gré de la Société, et/ou des titulaires des obligations, demeurent.

Le coupon est désormais de 2.811 actions OL Groupe (nouvelles ou existantes) par année (soit 28.103 actions de rémunération à l'échéance au maximum), le versement de la rémunération étant réalisé intégralement à la date de dénouement.

- L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 15 décembre 2016 avait décidé d'émettre 200 208 OSRANE (Obligations Subordonnées Remboursables en Actions Nouvelles ou Existantes) avec suppression du droit préférentiel de souscription réservé à IDG European Sports Investment Limited.

Cette émission a été réalisée en deux tranches.

Dans le cadre de la première tranche, IDG European Sports Investment Limited a souscrit le 23 décembre 2016 à 60 063 obligations nouvelles réservées pour un montant total de 18,3 M€ (prime d'émission incluse).

Dans le cadre de la seconde et dernière tranche, IDG European Sports Investment Limited a souscrit le 27 février 2017 à 140 145 obligations nouvelles réservées pour un montant total de 42,79 M€ (prime d'émission incluse).

Le produit net de l'émission de ces obligations s'est élevé à environ 60,1 M€ net de frais et figure au poste « Autres fonds propres » des comptes consolidés au 30 juin 2017.

Au 31 décembre 2018, le nombre d'OSRANE en circulation à 1 000 474 après prise en compte des remboursements.

Notes sur les relations avec les parties liées

Le Groupe est consolidé par mise en équivalence dans le Groupe Holnest (10, rue des Archers Lyon) et dans le Groupe Pathé (2, rue Lamennais – 75008 Paris). Le détail des relations entre le Groupe et les sociétés Holnest, Pathé, leurs filiales et les autres parties liées est le suivant :

- OSRANE : le nombre d'obligations détenu par Holnest s'élève à 327 138 (à l'identique du 30/06/2017) représentant un montant de 32,7 M€ ; le nombre d'obligations

détenu par Pathé s'élève à 376 782 représentant un montant de 37,7 M€. Ces montants sont enregistrés en autres fonds propres.

- Redevance de direction générale facturée par Holnest : 976 K€ (591 K€ au 31/12/2017)
- Dans le cadre du refinancement du 30 juin 2017, Holnest et PATHE ont souscrit au nouvel emprunt obligataire à hauteur respectivement de 17,7 M€ (soit 177 obligations) et 12 M€ (soit 120 obligations).

Note 10.2 : Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat net par action non dilué est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions, en tenant compte des variations de la période et des actions auto-détenues à la date d'arrêté de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat part du Groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives (OSRANE).

	31/12/18	31/12/17
Nombre d'actions à la fin de la période	58 176 397	58 172 723
Nombre moyen d'actions	58 174 790	58 171 540
Nombre d'actions auto détenues à la fin de la période	304 537	304 537
Nombre proratisé d'actions à émettre (OSRANE)	74 510 874	74 510 874
Résultat consolidé		
Résultat net part du groupe (en M€)	14,84	5,81
Résultat net part du groupe dilué (en M€)	14,84	5,81
Résultat net part du groupe par action (en €)	0,25	0,10
Résultat net part du groupe dilué par action (en €)	0,11	0,04
Dividende net		
Montant net global (en M€)		
Montant net action (en €)		

NOTE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

Note 11.1 : Politique de gestion des risques

Dans le cadre de son activité, le Groupe n'est pas exposé de manière significative aux risques de change.

Note 11.2 : Risques de liquidité

OL Groupe dispose de moyens de financement de son exploitation par l'intermédiaire de la ligne RCF (Revolving Crédit Facility) syndiquée portée sa filiale Olympique Lyonnais SASU d'un montant de 73 M€, conclue dans le cadre du refinancement et signée avec les partenaires bancaires le 28 juin 2017, portant sur une durée de 5 ans, renouvelable 2 fois un an. (À noter que la première demande de prorogation d'un an a été émise au 30 juin 2018 et que celle-ci a été acceptée à l'unanimité par les prêteurs bancaires fixant la nouvelle échéance de la ligne RCF au 30 juin 2023).

Les actifs financiers courants sont inférieurs aux passifs courants au 31 décembre 2018 de 18,6 M€, néanmoins, le Groupe dispose d'une ligne de crédit non utilisée à hauteur de 32,5 M€ comme indiqué en note 8.7. La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Note 11.3 : Risque de crédit financier

Ce risque comprend principalement les opérations relatives aux placements de trésorerie.

Les placements du Groupe sont historiquement constitués de (i) Valeurs Mobilières de Placement (VMP) comprenant des SICAV et FCP monétaires régulières et cessibles à tout moment et (ii) comptes sur livret rémunéré. Compte tenu des conditions actuelles de marché (taux de facilité de dépôt de la BCE négatif entraînant une rentabilité négative ou nulle des supports de placements court termes évoqués supra) le Groupe ne dispose en date du 31 décembre 2018 d'aucun placements.

Le Groupe effectue traditionnellement et le cas échéant ses transactions financières (lignes de crédit, placements, etc.) avec des banques de premier rang et veille à diversifier l'attribution de ses transactions financières sur l'ensemble de ses partenaires afin de limiter le risque de contrepartie

Note 11.4 : Les contrats de crédits

Contrat de crédit de financement de l'activité

1) Refinancement de la quasi-totalité des dettes bancaires et obligataires au 30 juin 2017

Le 30 juin 2017, le Groupe a finalisé le refinancement de la quasi-totalité de ses dettes bancaires et obligataires.

Ce refinancement s'articule autour de trois instruments de dette souscrits par Olympique Lyonnais SASU :

a) un contrat de crédit bancaire long terme d'un montant initial de 136 M€ (avec une tranche A d'un montant de 106 M€, dont 50% amortissable et 50% remboursable in fine à 7 ans et une tranche B d'un montant de 30 M€ remboursable in fine à 7 ans). Le capital restant dû au titre de ce crédit bancaire long terme s'élevait au 31/12/2017 à 132 M€ ;

b) une émission obligataire, d'un montant de 51 M€, remboursable in fine à 7 ans ;

c) une ligne RCF court terme de 73 M€ portant sur une durée de 5 ans, renouvelable 2 fois un an (à noter que la 1^{ère} demande de prorogation d'un an a été émise au 30 juin 2018 et que celle-ci a été acceptée à l'unanimité par les prêteurs bancaires, fixant la nouvelle échéance de la ligne RCF au 30 juin 2023).

Les trois instruments de dettes souscrits par Olympique Lyonnais SASU en date du 30 juin 2017 sont encadrés par trois types de ratios applicables au Groupe, (i) un ratio de « Gearing » (dette nette sur fonds propres) calculé semestriellement avec un plafond de 1.30 dégressif à 1 à compter du 31 décembre 2020, (ii) un « Loan to Value Ratio » (LTV Ratio) (Rapport entre la dette nette et la somme de la valeur de marché de l'effectif joueurs plus la valeur nette comptable du Groupama Stadium, du Centre d'Entraînement et du Centre de Formation) calculé semestriellement avec un plafond de 40% dégressif à 35% à compter du 31 décembre 2020 et (iii) un ratio de couverture du service de la dette calculé semestriellement sur 12 mois glissant, avec un seuil de 1 (étant précisé que si le ratio est en dessous de 1, il sera considéré comme respecté si la trésorerie au bilan du Groupe nette du tirage sur la ligne RCF et de l'éventuel crédit figurant au compte de réserve est supérieure à 20 M€).

Un ensemble de sûretés communes est accordé aux prêteurs au titre de ces trois instruments de dette, incluant notamment une hypothèque de premier rang sur le stade, les terrains sur lesquels le stade est construit, 1 600 places de parkings souterrains, les terrains correspondant à 3 500 places de parkings extérieurs et les terrains permettant d'accéder au stade, un nantissement des actions détenues par OL Groupe dans le capital social de l'Olympique Lyonnais SASU, un nantissement de certains comptes bancaires d'OL SASU, ainsi que divers nantissements de créances détenues par Olympique Lyonnais SASU sur ses clients. OL Groupe s'est également porté caution du respect des obligations de sa filiale Olympique Lyonnais SASU au titre de ces financements.

Les contrats relatifs à ces financements contiennent des engagements de l'Olympique Lyonnais SASU et des cas d'exigibilité anticipée, lesquels sont usuels pour ce type de financement. Ceux-ci concernent notamment des limitations en matière d'endettement supplémentaire, des clauses de défauts croisés, ou encore de stabilité de l'actionnariat de la société Olympique Lyonnais SASU et d'OL Groupe.

Afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt sur le crédit bancaire long terme de 136 M€, l'Olympique Lyonnais SASU a maintenu le programme de couverture qui avait été mis en place en couverture du crédit bancaire ayant été refinancé en date du 30 juin 2017. Ce programme de couverture porte sur un montant nominal moyen d'environ 96,2 M€ au 31 décembre 2018.

Sur la base du crédit bancaire long terme de 136 M€ et de l'émission obligataire de 51 M€, l'Olympique Lyonnais SASU devrait bénéficier d'un taux annuel moyen de financement long terme, à compter de sa mise en place, de l'ordre de 4,3%, qui sera fonction de l'évolution future des taux de référence.

2) Centre d'Entraînement et Centre de Formation

Le coût total de construction des nouveaux Centres d'Entraînement et de Formation s'est élevé à environ 30 M€.

Le besoin de financement lié à ces investissements a été couvert par :

- Un contrat de crédit bancaire signé par OL Groupe et OL Association le 12 juin 2015 avec Groupama Banque (devenue Orange Bank) pour un montant global de 14 M€ et une durée de 10 ans. Le capital restant dû sur ces crédits s'élevait au 31 décembre 2018 à 8,3 M€.
- Il est à noter que ce contrat de crédit est encadré par un ratio de couverture (rapport entre la valeur des actifs donnés en garantie des crédits et l'encours du crédit) calculé annuellement avec un seuil de 90%.
- Deux leasings pour un montant cumulé de 3,6 M€.
- Un apport en fonds propres d'environ 11,1 M€.
- Une subvention de 1,3 M€ (Conseil Régional).

Note 11.5 : Risque de crédit commercial

Le risque de crédit au 31 décembre 2018 n'a subi aucune variation significative depuis le 30 juin 2018.

Il n'existe pas de créances échues significatives non dépréciées.

Note 11.6 : Risques de marché

Risques de taux

Le Groupe dispose de moyens de financement sans risque et à très faible volatilité portant intérêt sur la base du taux Euribor, et place sa trésorerie disponible sur des supports de placement rémunérés sur la base des taux variables à court terme (EONIA et Euribor). Dans ce contexte, le Groupe est assujéti à l'évolution des taux variables et en appréhende le risque de façon régulière.

Mise en place d'instrument de couverture sur le projet Groupama Stadium

Afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt sur le crédit bancaire long terme de 136 M€, OL SASU a maintenu le programme de couverture qui avait été mis en place en couverture du crédit bancaire ayant été refinancé en date du 30 juin 2017. Ce programme de couverture porte sur un montant nominal moyen d'environ 96,2 M€ au 31 décembre 2018.

Les tests ayant démontré l'efficacité de l'instrument, la valeur « market to market » a été comptabilisée dans les comptes du Groupe, dans le résultat global, pour un montant de 261 K€ au 31 décembre 2018 net d'impôt.

Note 11.7 : Risques liés au projet Groupama Stadium

Gestion des risques liés au financement du Groupama Stadium

Les trois instruments de dettes souscrits par Olympique Lyonnais SASU dans le cadre du refinancement signé le 30 juin 2017 sont encadrés par trois types de ratios applicables au Groupe, (i) un ratio de « Gearing » (dette nette sur fonds propres) calculé semestriellement avec un plafond de 1.30 dégressif à 1 à compter du 31 décembre 2020, (ii) un « Loan to Value Ratio » (LTV Ratio) (Rapport entre la dette nette et la somme de la valeur de marché de l'effectif joueurs et de la valeur nette comptable du Groupama Stadium, du Centre d'Entraînement et du Centre de Formation) calculé semestriellement avec un plafond de 40% dégressif à 35% à compter du 31 décembre 2020 et (iii) un ratio de couverture du service de la dette calculé semestriellement sur 12 mois glissant, avec un seuil de 1 (étant précisé que si le ratio est en dessous de 1, il sera considéré comme respecté si la trésorerie au bilan du Groupe nette du tirage sur la ligne RCF et de l'éventuel crédit figurant au compte de réserve est supérieure à 20 M€).

Le non-respect de l'un de ces ratios pourrait entraîner l'exigibilité anticipée des crédits concernés, ce qui serait susceptible d'affecter de manière significative les perspectives à moyen terme du Groupe.

Par ailleurs, l'encours sur le financement destiné à couvrir partiellement les investissements relatifs aux nouveaux Centre d'Entraînement et Centre de Formation signé par OL Groupe et OL Association le 12 juin 2015 avec Groupama Banque (devenue Orange Bank) pour un montant global de 14 M€ et une durée de 10 ans, s'élève au 31 décembre 2018 à 8,3 M€.

Il est à noter que le contrat de crédit est encadré par un ratio de couverture (rapport entre la valeur des actifs donnés en garantie des crédits et l'encours du crédit) calculé annuellement avec un seuil de 90 %. Le non-respect de ce ratio pourrait entraîner l'exigibilité anticipée du crédit, ce qui serait susceptible d'affecter de manière significative les perspectives à moyen terme du Groupe.

Risques liés aux perspectives de revenus et de rentabilité du Groupama Stadium de l'Olympique Lyonnais

Les principaux revenus complémentaires liés à l'exploitation en propre du Groupama Stadium sur sont constitués par :

- des produits match day (billetterie Grand Public, VIP (y compris prestations), revenus de merchandising jour de match, commission catering, parking)
- des produits de partenariats (i) à la commercialisation de visibilité dans l'enceinte du Groupama Stadium (*naming* notamment) et (ii) à l'apport des loges 365
- des nouveaux produits liés aux activités hors jours de match OL dans l'enceinte du Groupama Stadium avec notamment l'organisation de concerts, d'événements sportifs divers (matches de rugby, matches internationaux de football, etc...), d'événements BtoB (conventions, séminaires et événements Corporate).

Un éventuel aléa sportif et une moindre performance commerciale globale pourraient impacter défavorablement certains de ces revenus, ce qui pourrait avoir un impact significatif défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe, étant précisé que la Société doit faire face aux charges d'entretien-maintenance du Groupama Stadium ainsi qu'à des décaissements liés au remboursement de l'endettement lié au Groupama Stadium.

Gestion des risques liés aux perspectives de revenus et de rentabilité du Groupama Stadium de l'Olympique Lyonnais

La stratégie poursuivie de diversification des revenus liée à la mise en exploitation du Groupama Stadium devrait permettre de réduire l'impact d'éventuels aléas sportifs sur les résultats du Groupe, en liaison avec le développement de nouvelles ressources indépendantes des événements OL.

NOTE 12 : ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Néant.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Décines, le 15 février 2019

Jean-Michel AULAS

Président-Directeur Général

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

PÉRIODE DU 1^{ER} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2018

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société OLYMPIQUE LYONNAIS GROUPE SA, relatifs à la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- le paragraphe « Présentation des états financiers » et la note 1.1. de l'annexe qui exposent le changement de méthode comptable lié l'application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » à compter du 1^{er} juillet 2018;
- le paragraphe « Présentation des états financiers » concernant le changement de méthode de présentation du compte de résultat

II – VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Villeurbanne et Lyon, le 15 février 2019

Les Commissaires aux Comptes

ORFIS

COGEPARC

Membre de PKF International

Bruno GENEVOIS

Stéphane MICHOU

CONTACT INVESTISSEURS / ACTIONNAIRES

investisseur.olympiquelyonnais.com

investisseurs@ol.fr

GROUPAMA STADIUM – 10 avenue Simone Veil CS 70712 – 69153 Décines cedex France

Tél : 04 81 07 55 00 – 421 577 495 RCS LYON

